



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
MINISTRE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN  
**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

SENEGAL 2013





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

**Comité de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

SENEGAL 2013



## SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	i
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES ENCADRES.....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
RESUME.....	ix
INTRODUCTION.....	1
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	5
I.1 - BALANCE COMMERCIALE.....	6
I.2 - BALANCE DES SERVICES.....	22
I.3 - COMPTE DU REVENU PRIMAIRE.....	24
I.4 - COMPTE DU REVENU SECONDAIRE.....	25
II. COMPTE DE CAPITAL.....	29
II.1 - Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	29
II.2 - Transferts en capital.....	29
III - COMPTE FINANCIER .....	30
IV. CAPITAUX MONETAIRES.....	31
IV.1 - Avoirs et engagements des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale.....	31
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
IV.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	32
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG).....	32
CONCLUSION.....	34
ANNEXES.....	35

## AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2013. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent une partie significative de leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont réputés résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des "flux" et non des "stocks". Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur les biens, services et revenus (ressources réelles), font naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou qui sont considérés comme des transferts sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

## **LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES**

ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

APU : Administrations Publiques

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CAF : Coût, assurance et fret

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DDP : Direction de la Dette Publique

DPEE : Direction de la Prévision et des Etudes Economiques

DPM : Direction des Pêches Maritimes

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FED : Fonds Européen de Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)

IDA : Association Internationale de Développement

MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

OMT : Organisation Mondiale du Tourisme

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau I.1 - Evolution du compte des transactions courantes.....	5
Tableau I.2 - Composition du compte de biens par rubriques.....	6
Tableau I.3 - Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	7
Tableau I.4 - Evolution des exportations de marchandises générales ajustées.....	8
Tableau I.5 - Décomposition des exportations de produits non traditionnels.....	11
Tableau I.6 - Orientation géographique des exportations (or non compris).....	14
Tableau I.7 - Importations de biens par rubriques.....	15
Tableau I.8 - Evolution des importations de marchandises générales par principaux produits.....	15
Tableau I.9 - Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	16
Tableau I.10 - Orientation géographique des importations .....	20
Tableau I.11 - Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	22
Tableau I.12 - Evolution des transports.....	22
Tableau I.13 - Evolution du poste voyages.....	23
Tableau I.14 - Evolution des autres services.....	23
Tableau I.15 - Evolution des revenus primaires.....	24
Tableau I.16 - Evolution des revenus secondaires.....	26
Tableau II.1 - Evolution des transferts en capital.....	29
Tableau III.1 - Evolution du compte financier .....	31
Tableau III.2 - Variation des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôt.....	31
Tableau III.3 - Evolution du stock des avoirs et des engagements de la Banque Centrale.....	32

\*\*\*\*\*

## LISTE DES ENCADRES

Encadré 1- Evolution récente du sous-secteur de la pêche au Sénégal.....	10
Encadré 2- Evolution du sous-secteur de l'or.....	12
Encadré 3- Evolution récente de la compétitivité du Sénégal.....	21
Encadré 4- Résultats de l'enquête BCEAO-ANSD sur les transferts des migrants.....	27
Encadré 5- Analyse de la viabilité du compte courant du Sénégal.....	28

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1- Croissance du PIB réel.....	1
Graphique 2- Evolution du compte courant et de ses composantes.....	5
Graphique 3- Evolution du solde commercial en % du PIB.....	6
Graphique 4- Evolution des volumes et cours des exportations de produits pétroliers.....	9
Graphique 5- Evolution des exportations de produits pétroliers.....	9
Graphique 6- Evolution des exportations de produits halieutiques.....	9
Graphique 7- Evolution de la production et des exportations de ciment.....	11
Graphique 8- Orientation géographique des exportations .....	14
Graphique 9- Composantes des groupes de produits dans les importations.....	17
Graphique 10- Evolution des importations de riz et de produits alimentaires.....	18
Graphique 11- Evolution du cours et des volumes importés de blé.....	18
Graphique 12- Evolution du prix et des volumes d'importation de sucre.....	18
Graphique 13- Ventilation géographique des importations en 2013.....	19
Graphique 14- Répartition du déficit des revenus des investissements par type.....	24
Graphique 15- Dynamique de la ventilation géographique des transferts nets.....	26

## Evolution récente de la balance des paiements

(en milliards de FCFA)

	Poste	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-843,6</b>	<b>-403,1</b>	<b>-291,7</b>	<b>-541,1</b>	<b>-780,1</b>	<b>-765,5</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-1 576,5</b>	<b>-1 018,6</b>	<b>-985,0</b>	<b>-1 242,2</b>	<b>-1 523,8</b>	<b>-1 526,9</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>-1 516,7</b>	<b>-956,7</b>	<b>-950,0</b>	<b>-1 183,6</b>	<b>-1 468,9</b>	<b>-1 471,0</b>
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 517,8	-1 042,1	-1 051,5	-1 299,3	-1 690,5	-1 660,8
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>				1,4	2,1	2,4
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	1,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	85,4	101,5	115,7	221,5	189,7
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>-59,7</b>	<b>-62,0</b>	<b>-35,0</b>	<b>-58,6</b>	<b>-54,9</b>	<b>-55,9</b>
1.A.b.3	Transport	-279,3	-258,0	-242,6	-268,5	-314,4	-321,6
1.A.b.3.0.2	<i>Dont fret</i>	-268,3	-207,0	-213,3	-240,5	-293,2	-295,9
1.A.b.4	Voyages	164,7	144,8	145,1	149,7	134,3	142,8
1.A.b.4.0	Autres services	54,9	51,3	62,5	60,2	125,2	123,0
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>-21,5</b>	<b>-80,2</b>	<b>-74,3</b>	<b>-132,8</b>	<b>-153,8</b>	<b>-159,5</b>
1.B.1	Rémunération des salariés	37,6	38,4	38,1	39,3	47,0	51,0
1.B.2	Revenus des investissements	-59,1	-118,6	-112,4	-172,3	-206,7	-216,2
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>754,4</b>	<b>695,6</b>	<b>767,5</b>	<b>834,0</b>	<b>897,6</b>	<b>920,9</b>
1.C.1	Administrations publiques	32,5	23,2	33,4	62,3	75,8	42,5
1.C.1.4	Coopération internationale courante	32,5	23,2	33,4	34,5	50,4	12,6
1.C.2	Autres secteurs	721,8	672,5	734,1	771,7	821,8	878,4
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	558,9	516,9	586,6	623,5	644,9	688,5
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>107,2</b>	<b>144,1</b>	<b>149,5</b>	<b>119,5</b>	<b>202,8</b>	<b>181,5</b>
2.1	Acquisitions /cessions d'actifs non financiers non produits	-0,6	-1,0	-2,1	-1,8	37,5	-1,5
2.2	Transferts de capital	107,8	145,1	151,6	121,2	165,3	183,0
2.2.1	Administration publique	99,9	136,7	143,6	114,6	158,5	175,8
	Remises de dette	2,0	1,6	2,1	2,1	2,1	2,1
2.2.2	Autres secteurs	7,9	8,4	8,0	6,6	6,8	7,3
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>-642,8</b>	<b>-352,8</b>	<b>-260,3</b>	<b>-362,7</b>	<b>-519,8</b>	<b>-551,8</b>
3.1	Investissement direct	-121,5	-114,7	-130,7	-137,2	-112,4	-137,3
3.2	Investissements de portefeuille	-21,2	-114,3	-104,3	-352,8	-131,6	5,3
3.3	Dérivés financiers	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	-500,1	-123,9	-25,2	127,3	-275,8	-419,8
3.4.0.3	Administrations publiques	-222,0	-144,0	-155,2	-100,5	-205,7	-204,8
3.4.0.4	Autres secteurs	-278,2	20,1	130,0	227,8	-70,0	-215,0
<b>4</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>5,2</b>	<b>2,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>5,6</b>
<b>5</b>	<b>Solde global</b>	<b>-88,4</b>	<b>96,6</b>	<b>116,0</b>	<b>-55,1</b>	<b>-53,5</b>	<b>-26,5</b>
<b>6</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>88,4</b>	<b>-96,6</b>	<b>-116,0</b>	<b>55,1</b>	<b>53,5</b>	<b>26,5</b>
6.1	Banque Centrale	-9,3	-72,5	-16,5	6,2	-47,1	16,6
6.2	Autres institutions de dépôts	97,7	-24,0	-99,5	48,9	100,6	9,9

Source : BCEAO

## Balance des paiements 2013 (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>3 304 629</b>	<b>4 070 108</b>	<b>-765 480</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 079 096</b>	<b>3 606 030</b>	<b>-1 526 934</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>1 422 488</b>	<b>2 893 510</b>	<b>-1 471 021</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	1 231 868	2 892 673	-1 660 804
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	2 378	.	2 378
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	132	.	132
1.A.a.3	Or non monétaire	190 488	837	189 651
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>656 607</b>	<b>712 520</b>	<b>-55 913</b>
1.A.b.3	Transport	71 637	393 341	-321 705
1.A.b.3.0.2	Dont :Fret	28 967	324 867	-295 900
1.A.b.4	Voyages	216 730	73 956	142 774
1.A.b.4.0	Autres services	368 241	245 223	123 018
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>140 665</b>	<b>300 141</b>	<b>-159 476</b>
1.B.1	Rémunération des salariés	63 043	12 009	51 034
1.B.2	Revenus des investissements	71 829	288 007	-216 178
1.B.3	Autres revenus primaires	5 793	125	5 668
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>1 084 868</b>	<b>163 937</b>	<b>920 931</b>
1.C.1	Administrations publiques	52 140	9 612	42 528
1.C.1.4	Coopération internationale courante	20 336	7 744	12 592
1.C.2	Autres secteurs	1 032 728	154 325	878 403
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs	815 060	126 541	688 519
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>185 104</b>	<b>3 580</b>	<b>181 524</b>
2.1	Acquisitions /cessions d'actifs non financiers. non produits		1 488	-1 488
2.2	Transferts en capital	185 104	2 092	183 012
2.2.1	Administration publique	175 762	.	175 762
	Remises de dette	2 081	.	2 081
2.2.2	Autres secteurs	9 342	2 092	7 250
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	Solde
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>-48 205</b>	<b>503 637</b>	<b>-551 842</b>
3.1	Investissements directs	16 461	153 784	-137 323
3.2	Investissements de portefeuille	2 150	-3 145	5 295
3.3	Dérivés financiers			
3.4	Autres investissements	-66 817	352 998	-419 815
3.4.0.3	Administrations publiques	1 446	206 288	-204 842
3.4.0.4	Autres secteurs	-68 263	146 710	-214 973
<b>4</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>.</b>	<b>.</b>	<b>5 625</b>
<b>5</b>	<b>Solde global</b>	<b>56 130</b>	<b>82 618</b>	<b>-26 488</b>
<b>6</b>	<b>Réévaluation</b>	<b>4 033</b>	<b>8 989</b>	<b>-4 956</b>
<b>7</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-52 097</b>	<b>-73 629</b>	<b>21 532</b>
7.1	Banque Centrale	-33 644	-45 281	11 637
7.2	Autres institutions de dépôts	-18 453	-28 348	9 895

Source : BCEAO

[Solde global] = [compte courant]+[compte de capital]-[compte financier]+[erreurs et omissions]

## Balance des Paiements 2013 (Résumé)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>3 304 629</b>	<b>4 070 108</b>	<b>-765 480</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 079 096</b>	<b>3 606 030</b>	<b>-1 526 934</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>1 422 488</b>	<b>2 893 510</b>	<b>-1 471 021</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	1 231 868	2 892 673	-1 660 804
1.A.a.1.1	Dont : Réexportations	2 378		2 378
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	132		132
1.A.a.3	Or non monétaire	190 488	837	189 651
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>656 607</b>	<b>712 520</b>	<b>-55 913</b>
1.A.b.3	Transport	71 637	393 341	-321 705
1.A.b.3.0.2	Dont :Fret	28 967	324 867	-295 900
1.A.b.4	Voyages	216 730	73 956	142 774
1.A.b.4.0	Autres services	368 241	245 223	123 018
<b>1.B</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>140 665</b>	<b>300 141</b>	<b>-159 476</b>
1.B.1	Rémunération des salariés	63 043	12 009	51 034
1.B.2	Revenus des investissements	71 829	288 007	-216 178
1.B.3	Autres revenus primaires	5 793	125	5 668
<b>1.C</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>1 084 868</b>	<b>163 937</b>	<b>920 931</b>
1.C.1	Administrations publiques	52 140	9 612	42 528
1.C.1.4	Coopération internationale courante	20 336	7 744	12 592
1.C.2	Autres secteurs	1 032 728	154 325	878 403
1.C.2.1.1	Dont : Envois de fonds des travailleurs	815 060	126 541	688 519
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>185 104</b>	<b>3 580</b>	<b>181 524</b>
2.1	Acquisitions /cessions d'actifs non fin. non produits		1 488	-1 488
2.2	Transferts en capital	185 104	2 092	183 012
2.2.1	Administration publique	175 762		175 762
	Remises de dette	2 081		2 081
2.2.1.2	Autres transferts en capital	173 681		173 681
2.2.2	Autres secteurs	9 342	2 092	7 250
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	Solde
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>7 924</b>	<b>586 255</b>	<b>-578 330</b>
3.1	Investissements directs	16 461	153 784	-137 323
3.2	Investissements de portefeuille	37 068	17 546	19 522
3.3	Dérivés financiers			
3.4	Autres investissements	-83 282	414 925	-498 207
3.5	Avoirs de réserves	37 677		37 677
<b>4</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>			<b>5 625</b>

Source : BCEAO

## Position Extérieure Globale - 2013

(En millions de FCFA)

	Poste	Année 2012	Autres flux	Année 2013
<b>A</b>	<b>Stocks d'actifs financiers</b>	<b>2 519 505</b>	<b>-4 033</b>	<b>2 516 072</b>
1	Investissements directs	175 489	.	184 626
2	Investissements de portefeuille	180 059	.	217 127
3	Dérivés financiers	.	.	.
4	Autres investissements	1 129 765	.	1 046 482
4.1	Autres titres de participation	.	.	.
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	260 338	.	249 652
4.3	Prêts	88 703	.	94 827
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	603	.	603
4.5	Crédits commerciaux	636 379	.	551 941
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	143 742	.	149 459
<b>5</b>	<b>Avoirs de réserve</b>	<b>1 034 192</b>	<b>-4 033</b>	<b>1 067 836</b>
5.1	Or monétaire	.	.	.
5.2	Droits de tirages spéciaux	99 552	-4 142	95 395
5.3	Position de réserve au FMI	639	109	-2 513
5.4	Autres avoires de réserve	934 001	.	974 953
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>5 998 133</b>	<b>-13 595</b>	<b>6 547 236</b>
1	Investissements directs	1 114 136	.	1 244 363
2	Investissements de portefeuille	880 816	-4 606	893 756
3	Dérivés financiers	.	.	.
4	Autres investissements	4 003 181	-8 989	4 409 117
4.1	Autres titres de participation	.	.	.
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	410 294	.	416 061
4.3	Prêts	2 463 514	-4 063	2 678 444
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	.	.	.
4.5	Crédits commerciaux	819 576	.	947 119
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	191 415	.	254 038
4.7	Droits de tirages spéciaux	118 382	-4 926	113 455
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A)-(B)</b>	<b>-3 478 628</b>	<b>9 562</b>	<b>-4 031 164</b>

Source : BCEAO

## RESUME

*L'activité économique mondiale a connu un ralentissement en 2013, le taux de croissance mondiale s'établissant à 3,3%, après 3,4% l'année précédente. Cette situation résulte d'un différentiel de rythme de croissance selon les pays. En effet, les pays avancés (1,4%) ressentent toujours les effets de la crise qui pèsent sur la reprise tandis que les pays émergents et en développement (4,7%) ont enregistré une croissance modérée, sous l'effet d'un environnement externe moins favorable. L'atonie de la demande mondiale a été reflétée par le volume de commerce international de marchandises qui a progressé de 2,2% en 2013 contre 2,3% en 2012, évolutions, toutefois, en dessous de la moyenne sur les vingt dernières années (5,3%).*

*Pour sa part, l'Afrique subsaharienne a maintenu sa dynamique de croissance, la progression du PIB atteignant 5,1% contre 4,4% en 2012.*

*Dans la Zone UEMOA, le rythme de l'activité économique a ralenti, ressortant 5,5% contre 6,3% en 2012, sous l'effet principalement des performances limitées dans les secteurs primaire et secondaire.*

*Au plan des prix, le taux d'inflation dans la zone est passé de 2,4% en 2012 à 1,5% en 2013, évolution imputable au fléchissement des prix des céréales locales, en ligne avec la bonne campagne agricole 2012-2013, mais également au repli des prix des principaux produits importés (biens alimentaires et énergétiques).*

*Au niveau national, l'activité économique s'est légèrement raffermie avec une croissance du PIB de 3,5%, après 3,4% un an plus tôt, en liaison principalement avec les progressions enregistrées dans les secteurs tertiaire (+6,4%) et primaire (+3,3%). La gestion des finances publiques a été caractérisée par un recul du déficit budgétaire de 0,4 point à 5,5%.*

*Concernant le secteur extérieur, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 26,5 milliards en 2013, en atténuation de 27,0 milliards par rapport à 2012. Cette évolution résulte de l'amélioration du déficit du compte courant (+14,6 milliards), de la baisse de l'excédent du compte de capital (-21,3 milliards) et de la progression du solde positif du compte financier (+ 32,0 milliards).*

*Le déficit structurel du compte courant s'est resserré, sous l'effet combiné de la consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire (+23,3 milliards), de la légère hausse du déficit commercial (+2,1 milliards) et des services (+1,0 milliard) et de l'aggravation du solde déficitaire du compte du revenu primaire (+5,7 milliards).*

*L'évolution du compte de capital s'explique essentiellement par la baisse des revenus exceptionnels enregistrés en 2012 au titre des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.*

*Au total, le besoin de financement de l'économie en 2013 est ressorti à 584,0 milliards, contre 577,3 milliards en 2012.*

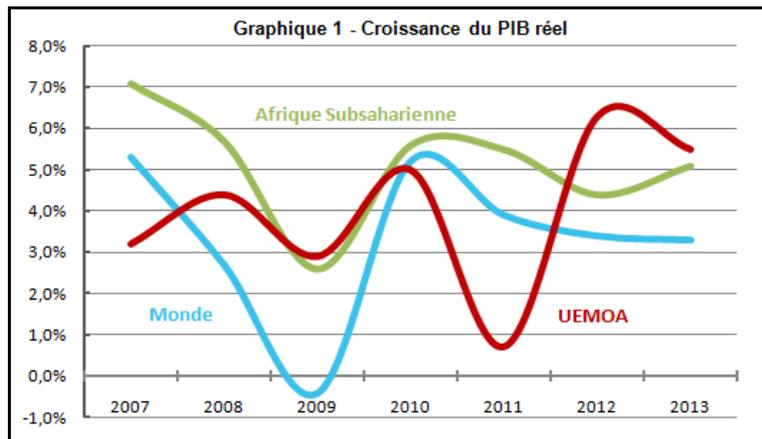
*Le solde excédentaire du compte financier, hors variation des avoirs de réserves, s'est amélioré en relation notamment avec l'accroissement des entrées nettes de capitaux au titre des investissements directs étrangers et des autres investissements.*

*Tenant compte des résultats du compte financier et des «autres flux», la Position Extérieure Globale Nette est débitrice de 4.031,2 milliards en 2013, en dégradation de 552,5 milliards, soit 55,2% du PIB.*

## INTRODUCTION

La croissance économique mondiale, relativement faible en 2013 (3,3% contre 3,4% en 2012), a été marquée par un repli de la production industrielle dans les pays émergents et une poursuite des efforts d'assainissement dans les pays avancés, limitant ainsi la marge de manœuvre des gouvernements en matière de soutien à l'économie. Dans ce contexte, les politiques monétaires des banques centrales des pays sont restées très accommodantes, en vue de faire baisser les taux d'intérêt à moyen et long termes et soutenir la demande privée. Leur impact a été toutefois limité, le crédit bancaire ayant poursuivi sa décélération aux Etats-Unis et sa contraction dans la Zone euro.

Ainsi, la croissance économique des **pays avancés** est ressortie à 1,4%, contre 1,2% en 2012, reflétant notamment un ralentissement aux Etats-Unis (2,2% en 2013 contre 2,3% en 2012) et un nouveau repli dans la Zone euro (-0,4% en 2013 contre -0,7% en 2012). En revanche, au Royaume-Uni, l'activité économique a augmenté de 1,4 point à 1,7%.



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2014

Pour sa part, la croissance de l'**économie japonaise** s'est stabilisée à 1,5%, à la faveur d'une progression des exportations et de la consommation publique, en liaison notamment avec la nouvelle politique économique, connue sous le nom d'«Abenomics<sup>1</sup>», prise par le gouvernement nippon, dont l'objectif est de relancer la croissance tout en assurant une sortie rapide de la déflation.

Dans les **pays émergents et en développement**, la croissance a subi l'effet cumulé de l'atonie de la demande aussi bien interne qu'externe, son rythme étant revenu à 4,7%, après 5,0% un an plus tôt.

En **Afrique Subsaharienne**, la croissance est restée dynamique (5,1 % en 2013 contre 4,4% en 2012), soutenue par l'amélioration de la production agricole et la poursuite de l'investissement dans les pays à faible revenu.

A ce titre, les pays de la **Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** ont consolidé leur dynamique de croissance<sup>2</sup> (5,7% en 2013 contre 5,1% en 2012), sous l'effet d'une progression de la production dans la plupart des pays, notamment la Sierra-Léone (+20,1%), la Côte d'Ivoire (+8,7%), le Nigeria (+5,4%), le Bénin (+5,6%) et le Ghana (+5,4%).

1 Ce programme, mené par le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, depuis le 26 décembre 2012, repose sur trois piliers : assouplissement monétaire, relance budgétaire et réformes structurelles.

2 Estimation du FMI, Perspectives économiques régionales - octobre 2014.

Dans le même sillage, les pays de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA) ont enregistré une croissance du PIB de 5,5% en 2013, après 6,3% en 2012, sous l'effet des résultats satisfaisants de la production agricole et de la bonne tenue des activités manufacturières et des bâtiments et travaux publics.

En liaison avec le recul de la demande mondiale et la baisse des cours des matières premières, **l'inflation mondiale** a poursuivi son mouvement de modération, avec un repli important dans les pays avancés (2,1% à 1,4 % en 2013), notamment dans la Zone euro (2,5% à 1,3% en 2013) et une légère baisse dans les économies émergentes et en développement (6,1% à 5,9% en 2013).

Pour ce qui est de la Zone UEMOA, le taux d'inflation est passé de 2,4% en 2012 à 1,5% en 2013, du fait principalement d'un fléchissement des prix des céréales locales et de l'atonie de la demande mondiale.

Au plan **monétaire**, les politiques des banques centrales des pays avancés ont été marquées par un maintien de leurs taux directeurs à des niveaux proches de zéro. A cet égard, face aux incertitudes sur la reprise économique et des pressions désinflationnistes, la BCE a baissé à deux reprises, en mai et novembre 2013, son taux directeur pour le ramener à 0,25%.

La Réserve Fédérale Américaine (FED) a maintenu inchangé son principal taux directeur à 0,25%. Les incertitudes liées au calendrier de sortie de politique d'assouplissement quantitatif aux Etats-Unis ont, toutefois, engendré une volatilité des flux de capitaux et exercé de fortes pressions sur les monnaies de certains pays émergents. Pour ces derniers, les banques centrales ont mené des politiques monétaires différenciées, orientées en fonction des perspectives d'inflation.

La **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest**, quant à elle, a continué d'assouplir sa politique monétaire en 2013, en réduisant à deux reprises ses taux directeurs de 25 points de base<sup>3</sup>, afin de soutenir l'activité économique tout en continuant à assurer une stabilité des prix.

Sur le **marché des changes**, dans un contexte de sortie de récession de la zone euro, la monnaie européenne s'est appréciée sur la période. Ainsi, le taux de change euro/dollar est passé de 1,28 dollar en 2012 à 1,36 dollar en 2013. Comparativement au yen, à la livre sterling et au yuan, l'euro s'est apprécié respectivement de 26,5%, 4,7% et 0,7%.

Au niveau des **marchés financiers**, les indicateurs ont globalement été bien orientés en 2013. Les principales places financières mondiales ont affiché des performances positives, en liaison avec les politiques monétaires accommodantes pratiquées dans la plupart des pays. Ainsi, les principaux indices boursiers, notamment le Nikkei 225 (Japon), le CAC 40 (Paris), le Dow Jones (Etats-Unis) et le Footsie 100 (Royaume-Uni) ont enregistré des gains annuels respectifs de 57,0%, 18,0%, 26,0% et 14,5% entre 2012 et 2013. Sur le marché régional, les principaux indices de la BRVM ont également connu

---

<sup>3</sup> Le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal ressortent respectivement à 2,50% et 3,50% depuis le 16 septembre 2013.

une évolution notable au cours de l'année 2013. Les indices BRVM 10 BRVM Composite se sont fixés à 246,34 points et 232,02 points respectivement, en progression de 33,9% et 39,3% par rapport à l'année précédente.

Sur les marchés des **matières premières**, l'année 2013 a été marquée par une détente des cours, en relation principalement avec la faiblesse de la demande mondiale, à l'exception des prix des produits énergétiques qui sont restés quasi stables.

Les prix internationaux des produits alimentaires et des métaux ont ainsi enregistré des baisses respectives de 3,5% et 7,1% en 2013. S'agissant de l'or, une contraction de 15,5% en moyenne a été enregistrée sur la période, en liaison essentiellement avec les mesures prises par l'Inde pour en limiter l'importation, afin de réduire le déficit du compte courant de sa balance des paiements.

Concernant les produits exportés par les pays de l'UEMOA, l'année 2013 a été marquée par un fléchissement des cours des principaux produits agricoles [noix de cajou (-27,9%), caoutchouc (-22,7%), huile de palmiste (-19,1%) et café (-8,2%)]. Les cours du coton et du cacao ont, en revanche, progressé respectivement de 5,3% et 1,9%.

Le ralentissement de l'activité s'est reflété sur le volume du commerce mondial de marchandises, dont la croissance est restée modérée à 2,2%, proche de son niveau de 2012 (2,3%).

Au plan national, l'année 2013 a été caractérisée par une atténuation des déficits jumeaux et une amélioration de la croissance de l'**économie sénégalaise**, estimée à 3,5% contre 3,4% en 2012, dans un contexte de décélération des prix, le taux d'inflation étant ressorti à 0,7% contre 1,4% en 2012.

Cette légère reprise de l'activité est imputable à un regain de dynamisme du secteur tertiaire (+6,4%) et à une consolidation du secteur primaire (+3,3%), le secteur secondaire ayant enregistré une contre-performance (-1,5%) en 2013. Le secteur primaire a évolué à un rythme moins important qu'en 2012, du fait des résultats peu satisfaisants de la campagne agricole et de la faible valeur ajoutée du sous-secteur de la pêche. Pour sa part, l'activité du secteur secondaire s'est contractée de 1,5%, après la timide progression enregistrée en 2012 (+1,6%), en relation principalement avec la baisse d'activité des industries extractives, des corps gras alimentaires, des produits chimiques et du raffinage, atténuée toutefois par la hausse de la fourniture d'énergie électrique et des travaux de construction. Les activités du secteur tertiaire ont, quant à elles, enregistré une croissance vigoureuse, à la faveur du bon comportement des branches «transport, poste et télécommunications» et «services financiers».

Sur le plan des **finances publiques**, la gestion budgétaire a été caractérisée par la mise en application du nouveau Code Général des Impôts et la poursuite des réformes budgétaires visant notamment la rationalisation progressive des dépenses courantes. Ainsi, le déficit public s'est amélioré de 0,4 point de pourcentage du PIB à fin décembre 2013, passant de -419,7 milliards en 2012 (5,9% du PIB) à -400,4 milliards (5,5% du PIB), résultant d'une maîtrise des dépenses publiques (-1,5%) et d'une hausse modérée des recettes budgétaires (+0,7%). Au titre de la dette publique, l'encours rapporté au PIB s'est accru de 2,9 points par rapport à 2012, en s'établissant à 45,7 %.

S'agissant des **comptes extérieurs**, après une forte dégradation en 2012 chiffrée à 239,0 milliards, le déficit du compte des transactions courantes s'est allégé de 14,6 milliards en 2013. Ainsi, le déficit est ramené à 10,5% du PIB, après 10,9% en 2012. Cette évolution reflète principalement la consolidation de l'excédent du compte du revenu secondaire qui a largement compensé les dégradations des déficits des comptes de biens, services et du revenu primaire.

L'excédent du compte de capital s'est inscrit en baisse de 21,3 milliards, en liaison principalement avec le repli des ressources issues des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits qui avaient augmenté de manière exceptionnelle en 2012.

Reflétant, en partie, le besoin de financement de l'économie ressorti à 584,0 milliards, le solde du compte financier, hors variation des avoirs de réserve, a contribué pour 551,8 milliards à la résorption du déséquilibre des comptes non financiers, par des entrées nettes au titre des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Au total, le solde global est ressorti déficitaire de 26,5 milliards en 2013, après 53,5 milliards en 2012. En tenant compte des flux du compte financier de la balance des paiements et des «autres flux» liés aux réévaluations d'actifs, la Position Extérieure Globale Nette s'est dégradée de 552,5 milliards en ressortant à 4.031,2 milliards, soit 55,2% du PIB contre 48,5% en 2012.

## I. COMPTE DES TRANSCATIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre résidents et non-résidents. Le solde du compte courant, structurellement déficitaire, est ressorti en légère amélioration, passant de -780,1 milliards en 2012 (-10,9% du PIB) à -765,5 milliards en 2013 (-10,5% du PIB). Cette évolution est imputable principalement à la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire, les soldes des autres composantes du compte courant s'étant inscrits en repli.

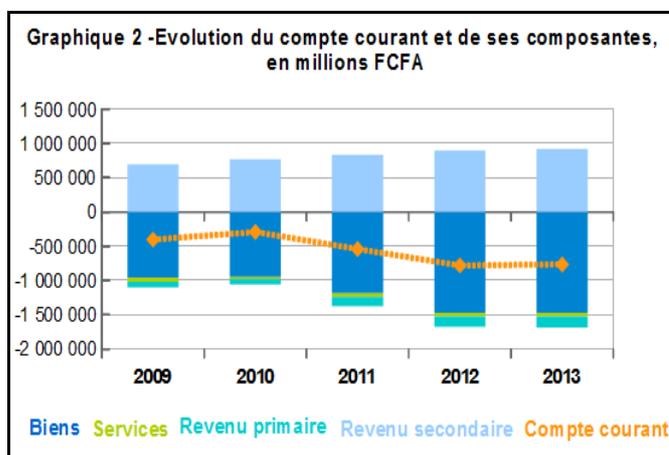
Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des principaux soldes des composantes du compte des transactions courantes.

**Tableau I.1- Evolution du compte des transactions courantes, en millions de FCFA**

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et Services	-1 018 620,0	-984 987,0	-1 242 234,1	-1 523 843,0	-1 526 934,3
Biens	-956 650,0	-949 997,0	-1 183 618,0	-1 468 932,0	-1 471 021,4
Services	-61 970,0	-34 990,0	-58 616,1	-54 911,0	-55 912,8
Revenu primaire	-80 150,0	-74 290,0	-132 819,0	-153 840,0	-159 476,0
Revenu secondaire	695 640,0	767 540,0	833 973,0	897 550,0	920 930,7
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-403 130,0</b>	<b>-291 747,0</b>	<b>-541 080,1</b>	<b>-780 132,0</b>	<b>-765 479,6</b>
PIB Nominal	6 050 100,0	6 405 100,0	6 814 100,0	7 170 741,5	7 307 691,0
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-4,6%</b>	<b>-7,9%</b>	<b>-10,9%</b>	<b>-10,5%</b>

Sources : BCEAO / ANSD / DPEE

Faisant suite à la dégradation observée au cours des deux dernières années, le déficit du compte courant, en pourcentage du PIB, s'est amélioré de 0,4 point en 2013. Cette situation s'explique principalement par la progression de l'excédent du compte du revenu secondaire (+2,6%), tirée essentiellement par les envois de fonds de travailleurs migrants, dans un contexte de relative stabilité du compte commercial. Ce dernier est caractérisé par une hausse des exportations (+1,5%), plus soutenue que celle des importations (+0,8%).



Sources : BCEAO / ANSD

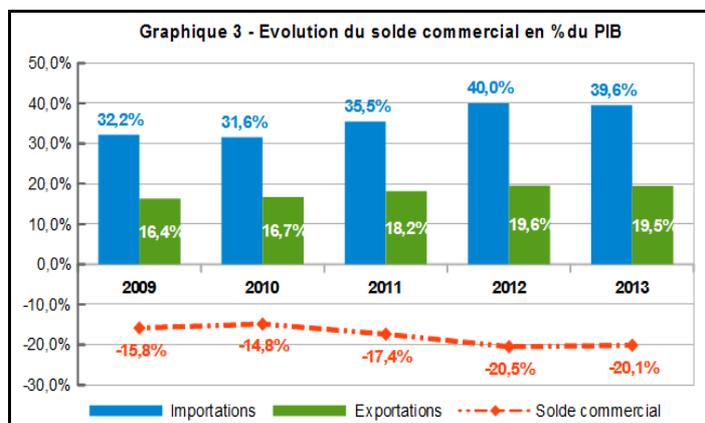
Pour leur part, les comptes de services et du revenu primaire sont restés déficitaires à des niveaux relativement proches de ceux enregistrés l'année dernière.

Au total, le déficit du compte courant, hors dons, est ressorti à 11,1% du PIB, en amélioration de 0,8 point par rapport à 2012, demeurant toutefois au dessus de la norme de 5% fixée dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PACS) de l'UEMOA.

## I.1- BALANCE COMMERCIALE

Le compte de biens se compose des marchandises générales, des exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et des expéditions d'or non monétaire. Après la forte détérioration enregistrée en 2012 (-285,3 milliards en variation annuelle), le solde du compte de biens a été quasi stable (-1.471,0 milliards en 2013 contre -1.468,9 milliards en 2012), résultant d'une hausse des importations de 22,6 milliards et celle des exportations de 20,5 milliards.

Rapporté au PIB, le déficit commercial s'est situé à 20,1% du PIB en 2013, après 20,5% en 2012 et 17,4% en 2011. Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est légèrement amélioré, passant de 48,8% en 2012 à 49,2% en 2013. Le taux d'ouverture<sup>4</sup> de l'économie sénégalaise à l'égard des marchés extérieurs a légèrement fléchi, ressortant à 29,5% en 2013 contre 29,8% un an plus tôt.



Sources : BCEAO / ANSD

Tableau I.2 – Composition du compte de biens par rubriques, en millions de FCFA

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales					
- Exportations	904 657,0	970 343,0	1 119 974,0	1 179 530,1	1 231 868,4
- Importations	1 946 760,0	2 021 890,0	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1
Exportations nettes Négoce international	50,0	60,0	0,0	114,0	132,0
Or non monétaire					
- Exportations	85 403,0	101 490,0	116 802,0	222 336,3	190 488,0
- Importations	1 216,0	1 112,0	1 097,0	837,9	836,7
Totales des exportations de biens	990 110,0	1 071 893,0	1 236 776,0	1 401 980,4	1 422 488,4
Totales des importations de biens	1 947 976,0	2 023 002,0	2 420 394,0	2 870 912,5	2 893 509,8
Solde commercial	-957 866,0	-951 109,0	-1 183 618,0	-1 468 932,1	-1 471 021,4
PIB nominal (en millions F CFA)	6 050 100,0	6 405 100,0	6 814 100,0	7 170 741,5	7 307 691,0
<b>Exportations de biens / PIB</b>	<b>16,4%</b>	<b>16,7%</b>	<b>18,2%</b>	<b>19,6%</b>	<b>19,5%</b>
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>32,2%</b>	<b>31,6%</b>	<b>35,5%</b>	<b>40,0%</b>	<b>39,6%</b>

Sources : BCEAO / ANSD

Au chapitre des marchandises générales, l'évolution des exportations reflète principalement un fléchissement des ventes d'acide phosphorique et de ciment, qui a été compensé par la bonne tenue des expéditions de produits de la pêche, du coton, du sel ainsi que des dérivés de pétrole, notamment le gasoil et le carburéacteur. Pour sa part, l'or non monétaire, premier contributeur à l'effort d'exportation en 2012, a enregistré un net repli en 2013, sous l'effet d'un recul des volumes expédiés et des cours mondiaux.

<sup>4</sup> Le taux d'ouverture, pour un pays, mesure la part de ses échanges avec l'extérieur (moyenne des importations et des exportations) dans son PIB. C'est un indicateur de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.

S'agissant du profil des importations, il reste dominé par les acquisitions de biens d'équipement, la facture énergétique et alimentaire.

### I.1.1 - Exportations de biens

Au regard de l'évolution des exportations de biens au cours des cinq dernières années, il convient de souligner que l'effort d'exportation, en progression sur les trois dernières années, est ressorti en quasi-stabilité en 2013 (19,5%, contre 19,6% en 2012).

#### I.1.1.a - Marchandises Générales

Les ventes extérieures de marchandises générales se sont établies à 1.231,9 milliards en 2013, soit un accroissement de 4,4% par rapport à leur niveau de l'année précédente. Cette évolution est liée essentiellement à la hausse des exportations de produits horticoles (+73,0%), arachidières (+60,8%), d'engrais solide (+50,6%), de produits pétroliers (+18,1%), de produits de la pêche (+15,4%), de phosphates (+13,2%) et de coton (+5,8%). Toutefois, une contraction des ventes extérieures d'acide phosphorique (-41,8%), de ciment (-26,9%) et de biens d'équipement (-19,2%) a été enregistrée au cours de la période.

**Tableau I.3 - Exportations de marchandises générales par principaux produits, en millions de FCFA**

Produits	2009	2010	2011	2012	2013
Sel marin	7 229	7 441	8 739	8 869	9 192
Produits pétroliers	207 811	216 071	176 555	184 006	217 316
Produits arachidières	20 423	32 927	47 217	20 869	33 546
Phosphates	1 790	2 804	4 732	8 067	9 135
Coton	6 026	10 272	11 385	10 990	11 623
Produits horticoles	14 396	17 010	23 140	25 435	43 994
Produits de la pêche (poissons, conserves)	113 457	117 583	143 150	134 533	155 269
Ciment	70 620	99 700	112 228	111 909	81 839
Acide phosphorique	69 815	98 481	160 695	140 353	81 745
Engrais	5 224	4 596	6 161	3 764	5 668
Articles manufacturés	166 598	187 208	111 717	136 220	155 188
<i>dont produits textiles et chaussures</i>	11 819	8 218	7 012	13 581	28 738
Autres produits d'exportation	267 106	244 705	392 919	550 904	540 305
<i>dont biens d'équipement</i>	76 566	48 689	44 881	64 116	51 831
<b>TOTAL (Commerce Général FOB non ajusté)</b>	<b>950 495</b>	<b>1 038 798</b>	<b>1 198 640</b>	<b>1 335 918</b>	<b>1 344 820</b>
Ajustements de valeur	42 103	44 717	54 548	66 049	62 657
Ajustements de champ couvert	-67 436	-96 353	-112 206	-218 607	-169 425
Ajustements de chronologie	-20 505	-16 819	-21 008	-3 830	-6 183
<b>EXPORTATIONS FOB AJUSTEES</b>	<b>904 657</b>	<b>970 343</b>	<b>1 119 974</b>	<b>1 179 530</b>	<b>1 231 868</b>

Sources: BCEAO / ANSD

Tableau I.4 - Evolution des exportations de marchandises générales ajustées

(Valeur en millions de FCFA, Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/Kg)

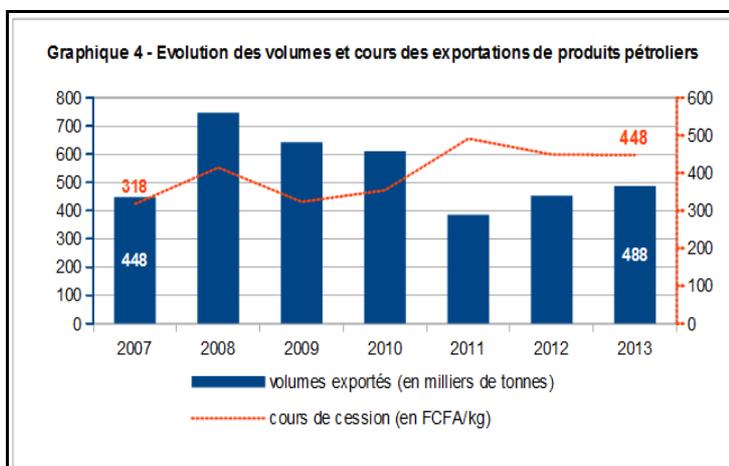
Produits	Années		2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Sel marin</b>	<b>9 279,0</b>	<b>1,0</b>	<b>9 574,7</b>	<b>1,0</b>	<b>11 174,0</b>	<b>1,0</b>	<b>11 295,0</b>	<b>1,0</b>	<b>10 483,0</b>	<b>0,9</b>		
Volume	185,4		190,2		219,0		212,4		203,7			
Prix	50,1		50,3		51,0		53,2		51,5			
<b>Produits pétroliers</b>	<b>207 811,0</b>	<b>23,0</b>	<b>216 071,0</b>	<b>22,3</b>	<b>193 733,0</b>	<b>17,3</b>	<b>207 755,0</b>	<b>17,6</b>	<b>218 534,0</b>	<b>17,7</b>		
Volume	642,5		609,9		485,8		462,6		487,8			
Prix	323,4		354,3		398,8		449,1		448,0			
<b>Produits arachidières</b>	<b>20 450,0</b>	<b>2,3</b>	<b>32 927,4</b>	<b>3,4</b>	<b>47 217,0</b>	<b>4,2</b>	<b>20 868,6</b>	<b>1,8</b>	<b>33 546,0</b>	<b>2,7</b>		
<b>Huile Brute</b>	<b>18 100,0</b>	<b>2,0</b>	<b>26 219,4</b>	<b>2,7</b>	<b>39 505,0</b>	<b>3,5</b>	<b>13 873,2</b>	<b>1,2</b>	<b>18 252,4</b>	<b>1,5</b>		
Volume	31,0		51,3		62,3		22,2		28,7			
Prix	583,9		510,9		634,1		624,6		635,7			
<b>Tourteaux</b>	<b>2 300,0</b>	<b>0,3</b>	<b>5 081,4</b>	<b>0,5</b>	<b>2 293,8</b>	<b>0,2</b>	<b>146,3</b>	<b>0,0</b>	<b>4 160,2</b>	<b>0,3</b>		
Volume	15,0		54,2		48,5		1,2		18,9			
Prix	153,3		123,8		159,0		203,5		211,5			
<b>Graines</b>	<b>49,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1 626,6</b>	<b>0,2</b>	<b>5 418,2</b>	<b>0,5</b>	<b>6 849,1</b>	<b>0,6</b>	<b>11 133,4</b>	<b>0,9</b>		
Volume	0,1		4,6		16,0		22,2		28,5			
Prix	340,0		353,6		321,8		308,5		390,6			
<b>Phosphates</b>	<b>6 146,0</b>	<b>0,7</b>	<b>5 804,0</b>	<b>0,6</b>	<b>5 896,0</b>	<b>0,5</b>	<b>8 066,8</b>	<b>0,7</b>	<b>9 134,8</b>	<b>0,7</b>		
Volume	179,9		182,1		179,3		208,1		287,5			
Prix	34,2		31,9		32,9		38,8		31,8			
<b>Coton</b>	<b>6 025,0</b>	<b>0,7</b>	<b>10 272,0</b>	<b>1,1</b>	<b>11 385,0</b>	<b>1,0</b>	<b>11 270,0</b>	<b>1,0</b>	<b>12 519,0</b>	<b>1,0</b>		
Volume	6,9		12,6		13,6		12,5		13,7			
Prix	625,7		815,2		837,1		898,6		915,6			
<b>Ciment</b>	<b>60 228,0</b>	<b>6,7</b>	<b>82 697,0</b>	<b>8,5</b>	<b>97 400,0</b>	<b>8,7</b>	<b>95 483,0</b>	<b>8,1</b>	<b>81 839,1</b>	<b>6,6</b>		
Volume	1 054,8		1 666,3		1 987,8		2 159,5		1 804,0			
Prix	57,1		49,6		49,0		44,2		45,4			
<b>Produits Pêche</b>	<b>155 559,0</b>	<b>17,2</b>	<b>162 300,0</b>	<b>16,7</b>	<b>197 697,4</b>	<b>17,7</b>	<b>176 833,0</b>	<b>15,0</b>	<b>204 990,5</b>	<b>16,6</b>		
<b>Poissons frais</b>	<b>17 005,0</b>	<b>1,9</b>	<b>21 840,0</b>	<b>2,3</b>	<b>52 560,0</b>	<b>4,7</b>	<b>36 296,9</b>	<b>3,1</b>	<b>36 676,0</b>	<b>3,0</b>		
Volume	6,6		7,3		8,3		6,0		6,1			
Prix	2 575,3		2 991,8		6 356,3		6 082,9		6 357,0			
<b>Poissons Congelés</b>	<b>128 215,0</b>	<b>14,2</b>	<b>127 897,0</b>	<b>13,2</b>	<b>135 136,7</b>	<b>12,1</b>	<b>134 526,5</b>	<b>11,4</b>	<b>152 646,0</b>	<b>12,4</b>		
Volume	65,0		80,4		101,7		98,8		108,8			
Prix	1 971,1		1 590,8		1 328,8		1 361,7		1 403,0			
<b>Conserves</b>	<b>4 039,0</b>	<b>0,4</b>	<b>6 038,0</b>	<b>0,6</b>	<b>1 516,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1 154,5</b>	<b>0,1</b>	<b>4 079,0</b>	<b>0,3</b>		
Volume	3,0		3,5		0,9		0,8		2,8			
Prix	1 195,0		1 725,1		1 648,8		1 413,0		1 455,0			
<b>Produits transformés</b>	<b>6 300,0</b>	<b>0,7</b>	<b>6 525,0</b>	<b>0,7</b>	<b>8 483,8</b>	<b>0,8</b>	<b>4 855,0</b>	<b>0,4</b>	<b>11 589,0</b>	<b>0,9</b>		
Volume	4,3		3,6		4,3		2,9		7,1			
Prix	1 449,6		1 812,5		1 973,0		1 669,1		1 632,0			
<b>Produits ICS</b>	<b>64 891,0</b>	<b>7,2</b>	<b>103 170,0</b>	<b>10,6</b>	<b>160 652,0</b>	<b>14,3</b>	<b>162 093,5</b>	<b>13,7</b>	<b>95 615,2</b>	<b>7,8</b>		
<b>Acide phosphorique</b>	<b>61 469,0</b>	<b>6,8</b>	<b>100 900,0</b>	<b>10,4</b>	<b>156 847,0</b>	<b>14,0</b>	<b>158 329,0</b>	<b>13,4</b>	<b>89 947,0</b>	<b>7,3</b>		
Volume	256,5		309,6		363,7		348,6		266,4			
Prix	239,7		325,9		431,3		454,2		337,6			
<b>Engrais solide</b>	<b>3 422,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2 270,0</b>	<b>0,2</b>	<b>3 805,0</b>	<b>0,3</b>	<b>3 764,5</b>	<b>0,3</b>	<b>5 668,2</b>	<b>0,5</b>		
Volume	24,8		20,7		20,3		22,0		30,9			
Prix	137,8		109,7		187,4		171,1		183,2			
<b>Autres</b>	<b>374 268,4</b>	<b>41,4</b>	<b>347 526,9</b>	<b>35,8</b>	<b>394 819,6</b>	<b>35,3</b>	<b>485 865,3</b>	<b>41,2</b>	<b>565 207,3</b>	<b>45,9</b>		
<b>EXPORTATIONS FOB AJUSTEES</b>	<b>904 657,0</b>	<b>100,0</b>	<b>970 343,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1 119 974,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1 179 530,1</b>	<b>100,0</b>	<b>1 231 868,4</b>	<b>100,0</b>		

Sources : BCEAO / ANSD

### I.1.1.a.1 - Exportations de produits traditionnels

Composées principalement de produits pétroliers (32,8%), de produits de la pêche (30,7%), d'acide phosphorique (13,5%) et de ciment (12,3%), les exportations de produits traditionnels sont ressorties à 666,7 milliards en 2013, en recul de 3,9% par rapport à l'année précédente.

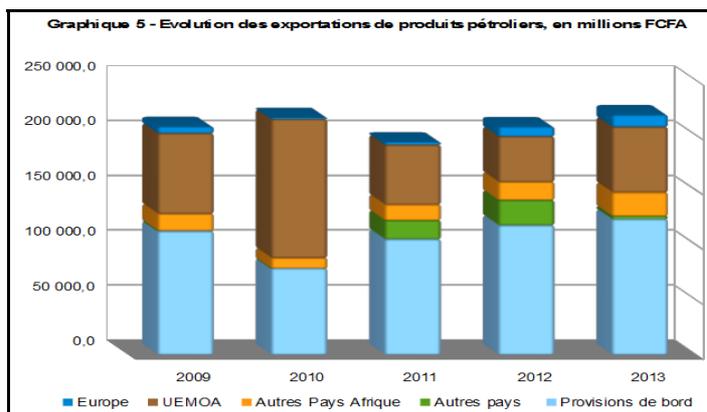
S'agissant des produits pétroliers, ils représentent près du tiers des ventes extérieures de produits traditionnels en 2013 et ressortent à 218,5 milliards, soit 17,7% des recettes totales d'exportation. Les ventes extérieures de produits pétroliers se sont inscrites en hausse de 5,2%, sous l'effet combiné de l'évolution des quantités écoulées (+5,4%) et des cours de cession (-0,2%).



Sources : BCEAO / ANSD

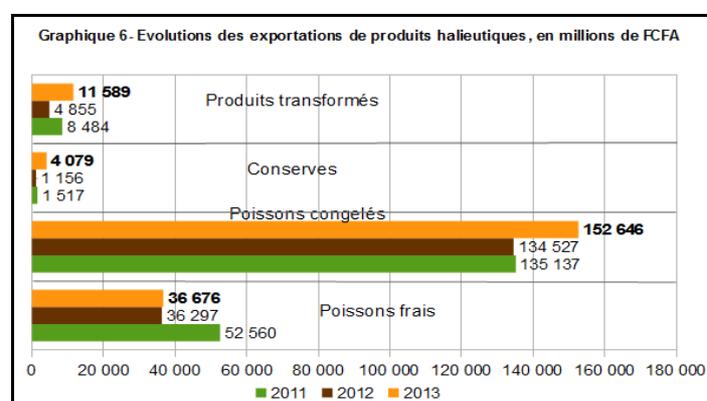
Les expéditions de dérivés de pétrole, composées principalement de carburéacteur (55,3%), de gasoil (18,2%), de lubrifiants (17,4%) et d'essence (6,3%), représentent 97,2% des recettes d'exportation de produits pétroliers.

En référence à la destination, hormis les provisions de bord, les produits sont livrés principalement aux pays de l'UEMOA pour un montant de 56,9 milliards en 2013, contre 41,4 milliards en 2012. Leur part dans les exportations totales de produits pétroliers est passée de 19,9% en 2012 à 26,0% en 2013. Le Mali (34,9 milliards), le Burkina Faso (6,5 milliards), la Guinée-Bissau (8,3 milliards) et le Togo (3,6 milliards) en constituent les principaux acquéreurs.



Sources : BCEAO / ANSD

Les exportations de produits de la mer se sont accrues de 15,9% en 2013, pour ressortir à 204,9 milliards, du fait de la hausse conjuguée des volumes et des prix de cession. Il convient de relever la forte progression des ventes de conserves, en liaison avec le regain d'activité de la branche, et celle des produits transformés. Ce dernier sous-produit ayant tiré profit du dynamisme de la demande sous-régionale.



Sources : BCEAO / ANSD

### **Encadré 1 - Evolution du sous-secteur de la pêche au Sénégal**

Occupant un rôle clé dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), en raison essentiellement de son impact sur les autres secteurs de l'économie, la pêche contribue à la croissance, à la création d'emploi et à la sécurité alimentaire.

L'activité du sous-secteur de la pêche se compose de la pêche maritime, de la pêche continentale et de l'aquaculture (activité de production en milieu aquatique).

Sur le plan économique, l'impact de la pêche est perceptible à travers sa contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). Sur le plan social, la pêche, en plus de ses apports nutritionnels, est une source potentielle de création d'emplois à travers les activités connexes de transformation et de commercialisation des produits du secteur.

A cet égard, en 2013, la valeur ajoutée du sous-secteur de la pêche est estimée à 137,9 milliards, après 125,7 milliards en 2012. Il représente, en moyenne, 12,5% de la valeur ajoutée du secteur primaire et sa contribution à la formation du PIB est estimée à 1,9% en 2013 contre 1,8% en 2012 et une moyenne de 1,7% sur la période 2005-2011. L'importance de la pêche est aussi appréciée par son poids dans le commerce extérieur. En 2013, les exportations en valeur des produits de la pêche sont estimées à 204,9 milliards contre 176,8

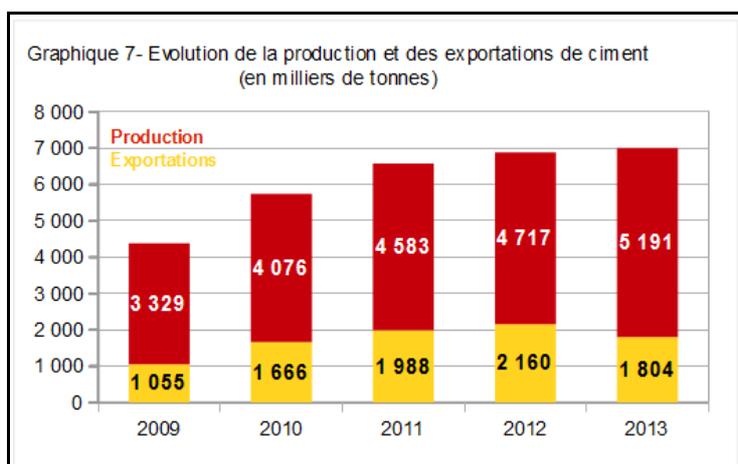
milliards en 2012.

Cependant, les produits halieutiques, jadis considérés comme les premiers produits d'exportation du pays, enregistrent aujourd'hui une diminution de leur poids dans les ventes à l'extérieur. En effet, la part des exportations de produits de la pêche dans le commerce extérieur est passée de 17,2% en 2009 à 16,6% en 2013.

Au Sénégal, la pêche reste relativement bien encadrée grâce à l'émergence de nombreuses organisations professionnelles et à l'engagement de l'Etat de faire du sous-secteur un levier pour le développement économique et social (lutte contre la pauvreté). Ainsi, parmi les vingt-sept projets phares identifiés dans le PSE pour accélérer la croissance et transformer de manière structurelle l'économie, deux projets ont trait au secteur de la pêche et de l'aquaculture : PP5 «Développement accéléré de l'aquaculture» et PP16b «Trois pôles intégrés de transformation des produits de la mer». Le PSE prévoit la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes visant «La régénération et la gestion pérenne de la rente halieutique ainsi que le développement de l'aquaculture».

Les politiques publiques devraient être orientées vers la préservation de la ressource et de l'habitat marin ainsi que le développement de la pêche continentale et de l'aquaculture.

Les ventes extérieures de produits chimiques des ICS ont évolué de manière contrastée au cours de la période sous-revue. En effet, les expéditions d'acide phosphorique se sont repliées de 43,2% et s'établissent à 89,9 milliards en 2013, sous l'effet de la baisse de la production (-28,2%) et dans un contexte de baisse des cours de cession (-25,7%). En revanche, les ventes extérieures d'engrais solide se sont améliorées, passant de 3,8 milliards en 2012 à 5,7 milliards en 2013, en relation avec la progression des volumes (+40,5%) et celle des prix de cession (+7,1%).



Sources : BCEAO / ANSD

Les expéditions de ciment se sont contractées de 16,5% (81,8 milliards en 2013 contre 95,5 milliards en 2012), en liaison avec le repli des quantités exportées (-20,0%) et des cours (-7,7%). Cette situation s'explique principalement par le recul des expéditions vers le Mali et la Gambie. Parallèlement, une hausse de la production a été notée au cours de la période sous-revue en réponse à la demande domestique.

Pour leur part, les exportations de sel marin se sont chiffrées à 10,5 milliards, en retrait de 7,2% par rapport à 2012, en liaison avec l'évolution des quantités exportées (-4,1%) et des prix de cession (-3,2%). En revanche, les ventes extérieures de phosphates ont progressé de 53,4%, à la faveur de la bonne tenue des cours (+10,8%) et des volumes (+38,2%).

Les ventes à l'étranger de produits arachidières se sont inscrites en hausse (+60,7%) en 2013, ressortant à 33,5 milliards contre 20,9 milliards l'année précédente, sous l'effet de la progression des exportations de graines d'arachide (+62,5%), d'huile brute d'arachide (+31,6%), mais également de la bonne tenue des expéditions de tourteaux (4,2 milliards en 2013 contre 0,1 milliard en 2012).

#### I.1.1.a.2 - Exportations de produits non traditionnels

Représentant 45,9% des exportations totales en 2013 et composées essentiellement de produits manufacturés (27,5%), de produits alimentaires (27,2%), de produits chimiques et pharmaceutiques (11,9%) et de boissons et tabacs (11,6%), les exportations de produits non traditionnels ont poursuivi leur accroissement, pour s'établir à 565,2 milliards contre 485,8 milliards un an plus tôt.

Tableau I.5 - Décomposition des exportations de produits non traditionnels, en millions de FCFA

	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	
				en valeur	en %
Produits alimentaires	89 291	102 724	154 028	51 304	49,9%
Boissons & Tabacs	49 521	46 547	65 787	19 241	41,3%
Produits des extractions minières	7 477	9 390	6 049	-3 341	-35,6%
Produits chimiques et pharmaceutiques	63 109	70 608	67 582	-3 026	-4,3%
Produits manufacturés	111 717	136 220	155 188	18 968	13,9%
Biens d'équipement	44 880	64 115	51 831	-12 284	-19,2%
Produits horticoles	23 137	25 430	43 994	18 564	73,0%
Produits non classés ailleurs et mvts d'entrepôts	5 687	30 832	20 749	-10 083	-32,7%
<b>Total des produits non traditionnels</b>	<b>394 819</b>	<b>485 865</b>	<b>565 207</b>	<b>79 342</b>	<b>16,3%</b>

Sources : BCEAO / ANSD

Cette évolution a été imprimée par l'accroissement des ventes extérieures de produits horticoles (+73,0%), de produits alimentaires (+49,9%), de boissons et tabacs (+41,3%) et de produits manufacturés (+13,9%). Ces mouvements ont été atténués par le fléchissement des expéditions de produits d'extraction minière (-35,6%), de biens d'équipement (-19,2%) et de produits chimiques et pharmaceutiques (-4,3%).

### I.1.1.b - Or non monétaire

L'évolution de la production a permis au secteur de l'or de se positionner parmi les principaux secteurs d'exportation du Sénégal (voir Encadré 2). En 2013, les ventes extérieures d'or non monétaire se sont repliées, en raison principalement de la baisse des cours mondiaux (-15,5%) et des volumes exportés (-10,4%). Ainsi, les expéditions d'or non monétaire sont passées de 222,3 milliards à 190,5 milliards en 2013, et sont destinées principalement à la Suisse et aux Emirats-Arabes-Unis.

#### Encadré 2 - Evolution du secteur de l'or au Sénégal

L'extraction d'or joue un rôle important dans l'économie sénégalaise de par ses effets sur la création de richesse à travers le volume des exportations mais également sur l'emploi et le développement d'infrastructures.

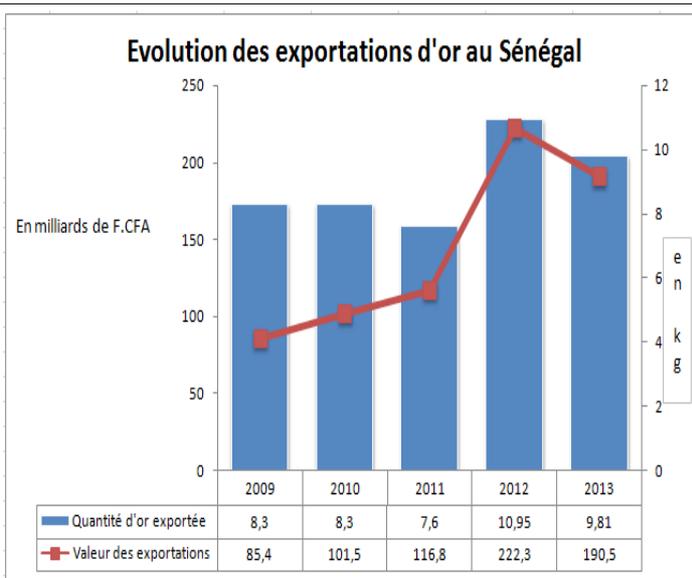
Le sous-sol sénégalais recèle d'importantes potentialités en or. A ce titre, des compagnies minières nationales et internationales se sont investies dans l'exploration de l'or dans la

partie Sud-est du pays, plus précisément dans la région de Kédougou. En relation avec la modernisation de l'activité, la production industrielle aurifère est passée de 4,9 tonnes en 2009 à 6,5 tonnes en 2013 et fait du Sénégal le quatrième pays producteur d'or dans la Zone UEMOA, derrière le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Parallèlement, l'orpaillage est devenu une activité informelle très répandue dans la zone et pratiquée pour l'essentiel par des personnes physiques ou des groupements d'artisans.

L'importance du secteur est principalement perceptible dans le commerce extérieur. En valeur, les exportations d'or au Sénégal sont évaluées à 190,5 milliards en 2013 contre 222,3 milliards en 2012, après 85,4 milliards en 2009 et en moyenne 7,3 milliards sur la période 2006-2008.

L'évolution des exportations a placé ce métal précieux parmi les principaux produits exportés, avec une part évaluée à 13,4% en 2013 dans les exportations totales, derrière les produits pétroliers (15,4%) et les produits halieutiques (14,4%). L'or est exporté sous forme brute et est destiné principalement à la Suisse, à l'Inde et aux Emirats-Arabes-Unis.



Sources : BCEAO/ANSD

Le dynamisme du secteur a été imprimé par l'évolution croissante des cours mondiaux tirés par la demande indienne et chinoise. En effet, les cours sont passés de 604,3 dollars US l'once en 2006 à 1.668,8 dollars US en 2012, avant de connaître un repli de 257,8 dollars US, pour s'établir à 1.411,0 dollars en 2013.

Au regard des potentialités du secteur et de ses effets d'entraînement sur l'économie nationale, la filière aurifère fait face aujourd'hui à d'importants défis et enjeux portant sur la mise en place d'infrastructures socio-économiques adéquates et d'un code minier qui offrirait un régime fiscal et douanier attractif.

### **I.1.1.c - Orientation géographique des exportations de marchandises générales**

Les exportations sénégalaises sont destinées principalement au marché de l'espace CEDEAO. Ce dernier constitue le premier débouché avec 45,3% des ventes extérieures totales en 2013, toutefois en repli de 0,9 point par rapport à l'année 2012. Les expéditions vers les pays de la Zone UEMOA concentrent 73,3% des exportations du Sénégal vers la CEDEAO et 33,2% des ventes extérieures totales. Cette part de la destination UEMOA s'est améliorée de 0,7 point, après les baisses successives enregistrées en 2011 et 2012. Au sein de l'Union, les principaux clients du Sénégal sont le Mali (58,2%), la Guinée-Bissau (11,4%) et la Côte d'Ivoire (12,6%), qui cumulent 82,2% des exportations dans la zone, contre 82,0% en 2012. Globalement, 51,8% des exportations sénégalaises sont destinées au continent africain, soit 637,7 milliards.

Le Mali reste le premier pays destinataire des exportations du Sénégal avec 19,3% des ventes totales à l'étranger. Les expéditions vers ce pays portent principalement sur le ciment, les produits pétroliers, et l'engrais.

S'agissant du marché européen, les ventes extérieures sénégalaises y ont progressé de 14,1% en rythme annuel, ressortant à 344,1 milliards, soit 27,9% des exportations totales. Elles portent essentiellement sur les produits halieutiques, horticoles et arachidiers.

La part du continent asiatique dans les ventes extérieures s'est repliée, s'établissant à 17,0% contre 22,0% un an plus tôt, en liaison avec la baisse des expéditions de marchandises vers la Chine (-95,3%), le Japon (-61,5%) et l'Inde (-42,2%). Les ventes sur le marché asiatique sont essentiellement constituées d'acide phosphorique, de graines d'arachide, de coton et de produits halieutiques.

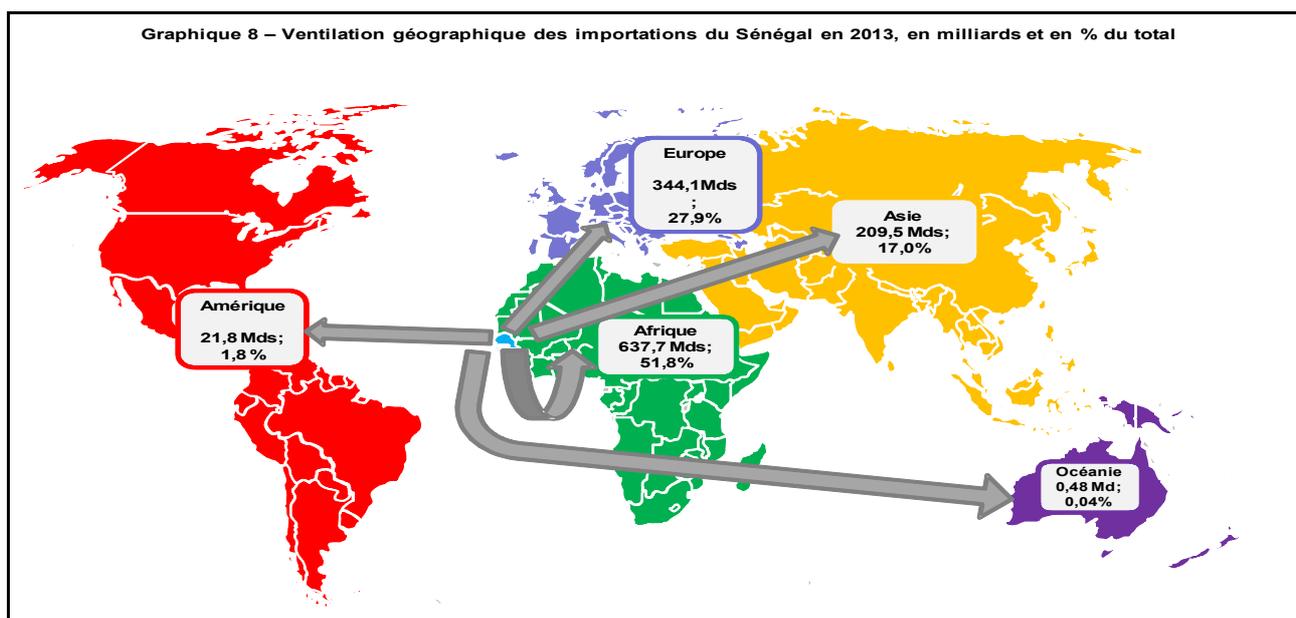
S'agissant du continent américain, sa part dans les exportations sénégalaises a progressé de 1,2 point au cours de la période sous-revue et s'établit à 1,8%, évolution imprimée principalement par la hausse des expéditions vers les Etats-Unis. Les ventes sur ce continent portent essentiellement sur les produits arachidiers et les fibres synthétiques.

Tableau I.6 - Orientation géographique des exportations (or non compris), en millions de FCFA

	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>Exportations</b>	<b>904 657</b>	<b>100,0</b>	<b>970 343</b>	<b>100,0</b>	<b>1 119 974</b>	<b>100,0</b>	<b>1 179 530,1</b>	<b>100,0</b>	<b>1 231 868,4</b>	<b>100,0</b>
Union Européenne	179 023	19,8	157 203,0	16,2	178 412,0	15,9	172 381,9	14,6	204 608,6	16,6
dont France	52 470	5,8	40 254,6	4,1	53 041,0	4,7	57 493,5	4,9	54 883,0	4,5
Etats-Unis	1 809	0,2	2 438,7	0,3	2 021,0	0,2	5 077,1	0,4	14 007,9	1,1
Japon	1 538	0,2	500,8	0,1	4 902,0	0,4	5 399,0	0,5	2 080,7	0,2
Inde	74 272	8,2	104 459,4	10,8	168 169,0	15,0	148 374,1	12,6	85 783,3	7,0
Chine	11 580	1,3	5 403,3	0,6	8 773,0	0,8	8 077,3	0,7	378,8	0,0
Thaïlande	461	0,1	566,2	0,1	2 469,0	0,2	1 568,6	0,1	11 108,1	0,9
CEDEAO	369 050	40,8	498 890,1	51,4	552 806,5	49,4	545 281,1	46,2	557 949,3	45,3
<b>UEMOA</b>	<b>250 017</b>	<b>27,6</b>	<b>381 554,5</b>	<b>39,3</b>	<b>432 492,3</b>	<b>38,6</b>	<b>383 669,7</b>	<b>32,5</b>	<b>409 236,1</b>	<b>33,2</b>
Bénin	13 220	1,5	11 552,1	1,2	10 397,6	0,9	11 735,2	1,0	10 689,4	0,9
Burkina faso	10 983	1,2	22 628,2	2,3	21 957,7	2,0	33 707,0	2,9	33 377,7	2,7
Côte d'Ivoire	26 727	3,0	43 906,7	4,5	36 512,4	3,3	49 579,4	4,2	51 620,2	4,2
Guinée-Bissau	28 894	3,2	32 827,9	3,4	30 648,0	2,7	37 100,2	3,1	46 879,2	3,8
Mali	158 026	17,5	255 915,1	26,4	317 130,1	28,3	227 749,5	19,3	238 116,9	19,3
Niger	4 780	0,5	5 068,2	0,5	6 044,6	0,5	8 363,0	0,7	8 308,2	0,7
Togo	7 386	0,8	9 656,3	1,0	9 801,9	0,9	15 633,4	1,3	20 244,5	1,6
<b>AUTRES Etats CEDEAO</b>	<b>119 033</b>	<b>13,2</b>	<b>117 335,6</b>	<b>12,1</b>	<b>120 314,2</b>	<b>10,7</b>	<b>161 611,4</b>	<b>13,7</b>	<b>148 713,2</b>	<b>12,1</b>
dont Nigeria	8 690	1,0	2 314,0	0,2	4 350,0	0,4	7 165,4	0,6	4 868,6	0,4
Gambie	37 034	4,1	42 833,0	4,4	37 524,0	3,4	46 692,9	4,0	50 583,3	4,1
R. Guinée	31 404	3,5	44 217,8	4,6	55 136,0	4,9	62 281,1	5,3	63 418,6	5,1
Mauritanie	28 640	3,2	32 525,3	3,4	31 375,0	2,8	41 802,6	3,5	36 020,0	2,9
Autres clients	238 285	26,3	168 356,3	17,4	171 046,5	15,3	251 568,2	21,3	319 931,7	26,0
<b>Continent américain</b>	<b>3 995</b>	<b>0,4</b>	<b>4 424,3</b>	<b>0,5</b>	<b>4 271,0</b>	<b>0,4</b>	<b>6 536,9</b>	<b>0,6</b>	<b>21 803,1</b>	<b>1,8</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>114 697</b>	<b>12,7</b>	<b>165 500,5</b>	<b>17,1</b>	<b>243 731,0</b>	<b>21,8</b>	<b>259 955,7</b>	<b>22,0</b>	<b>209 495,4</b>	<b>17,0</b>
<b>Continent africain</b>	<b>410 094</b>	<b>45,3</b>	<b>533 579,9</b>	<b>55,0</b>	<b>575 304,0</b>	<b>51,4</b>	<b>601 788,0</b>	<b>51,0</b>	<b>637 704,9</b>	<b>51,8</b>
<b>Continent européen</b>	<b>254 714</b>	<b>28,2</b>	<b>231 587,2</b>	<b>23,9</b>	<b>278 944,0</b>	<b>24,9</b>	<b>301 456,6</b>	<b>25,6</b>	<b>344 138,4</b>	<b>27,9</b>
<b>Autres</b>	<b>121 156</b>	<b>13,4</b>	<b>35 251,1</b>	<b>3,6</b>	<b>17 724,0</b>	<b>1,6</b>	<b>9 792,8</b>	<b>0,8</b>	<b>18 726,6</b>	<b>1,5</b>

Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 8 – Ventilation géographique des importations du Sénégal en 2013, en milliards et en % du total



Sources : BCEAO / ANSD

## I.1.2 - Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) sont ressorties en légère progression (+0,8%), passant de 2.870,1 milliards en 2012 à 2.892,7 milliards en 2013. Néanmoins, en pourcentage du PIB, les importations se sont repliées de 0,4 point, pour atteindre 39,6% en 2013.

Le taux de pénétration étrangère<sup>5</sup> (ratio des importations à la demande intérieure ou absorption) s'est inscrit en repli, pour ressortir à 33,0% en 2013, après 33,2% en 2012. Cette évolution traduit un gain de compétitivité des entreprises locales par rapport aux entreprises étrangères sur le marché domestique.

**Tableau I.7- Importations de biens par rubriques, en millions de FCFA**

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales (y compris achats de biens dans les ports)	1 946 760,0	2 021 890,0	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1
Or non monétaire	1 216,0	1 112,0	1 097,0	837,9	836,7
<b>Totales des importations de biens</b>	<b>1 947 976,0</b>	<b>2 023 002,0</b>	<b>2 420 394,0</b>	<b>2 870 912,5</b>	<b>2 893 509,8</b>
<b>Importations de biens / PIB</b>	<b>32,2%</b>	<b>31,6%</b>	<b>35,5%</b>	<b>40,0%</b>	<b>39,6%</b>

Sources : BCEAO / ANSD

Les importations de marchandises générales restent dominées par les acquisitions de produits énergétiques (29,2%), de biens d'équipement (20,9%), de produits alimentaires (19,5%), de biens intermédiaires (17,8 %) et d'autres biens de consommation (10,6%).

S'agissant notamment des produits alimentaires, il convient de relever que la décélération des importations (+0,3% en 2013 contre +20,2% en 2012) a été favorisée par l'évolution à la baisse des prix de cession du riz (-8,8%), du blé (-20,0%), du sucre (-10,4%), qui a été reflétée par le recul (-0,8%) de la facture de ces produits, ressortie à 375,4 milliards.

**Tableau I.8 - Evolution des importations de marchandises générales par principaux produits**

(en millions de FCFA)

Produits	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	440 289	443 458	539 191	637 619	641 099
Autres biens de consommation	228 376	246 159	276 767	329 013	347 420
Produits pétroliers	518 697	708 041	885 216	943 671	959 354
Biens intermédiaires	472 887	426 921	465 442	665 100	587 254
Biens d'équipement	534 127	500 905	574 013	655 421	685 405
Produits Divers	40 223	42 549	45 597	58 669	66 469
<b>TOTAL (Commerce Général CAF non ajusté)</b>	<b>2 234 599</b>	<b>2 368 032</b>	<b>2 786 226</b>	<b>3 289 494</b>	<b>3 287 002</b>
Ajustements de valeur	-28 069	-9 602	-7 356	-13 683	-10 868
Ajustements de chronologie	-28 539	-82 416	-69 281	-51 773	-31 590
Ajustements de champ couvert	33 888	21 591	39 612	37 411	42 585
<b>IMPORTATIONS CAF AJUSTEES</b>	<b>2 211 879</b>	<b>2 297 605</b>	<b>2 749 201</b>	<b>3 261 449</b>	<b>3 287 129</b>

Sources : BCEAO / ANSD

5 Mesure de la dépendance globale du pays vis-à-vis de l'extérieur.

**Tableau I.9 - Evolution des importations de marchandises générales ajustées**

(CAF en milliards de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

Produits \ Années	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	%								
<b>Produits alimentaires</b>	<b>453,1</b>	<b>20,5</b>	<b>455,3</b>	<b>19,8</b>	<b>531,6</b>	<b>19,4</b>	<b>639,1</b>	<b>19,6</b>	<b>641,1</b>	<b>19,5</b>
<b>Riz</b>	<b>135,3</b>	<b>6,1</b>	<b>140,0</b>	<b>6,1</b>	<b>176,0</b>	<b>6,4</b>	<b>231,4</b>	<b>7,1</b>	<b>227,8</b>	<b>6,9</b>
Volume	771,7		697,3		807,9		1 040,9		1 123,8	
Prix	175,3		200,8		217,9		222,3		202,7	
<b>Blé</b>	<b>52,9</b>	<b>2,4</b>	<b>58,0</b>	<b>2,5</b>	<b>74,1</b>	<b>2,7</b>	<b>97,0</b>	<b>3,0</b>	<b>95,2</b>	<b>2,9</b>
Volume	420,0		436,2		430,6		568,6		634,8	
Prix	126,0		133,0		172,1		170,5		136,4	
<b>Sucre</b>	<b>26,3</b>	<b>1,2</b>	<b>42,0</b>	<b>1,8</b>	<b>55,6</b>	<b>2,0</b>	<b>50,2</b>	<b>1,5</b>	<b>52,4</b>	<b>1,6</b>
Volume	85,6		123,2		144,7		137,2		159,9	
Prix	306,8		341,0		383,9		365,5		327,5	
<b>Lait</b>	<b>64,8</b>	<b>2,9</b>	<b>61,6</b>	<b>2,7</b>	<b>53,6</b>	<b>1,9</b>	<b>48,4</b>	<b>1,5</b>	<b>37,3</b>	<b>1,1</b>
Volume	56,3		42,8		31,9		30,9		22,8	
Prix	1 151,3		1 439,0		1 680,3		1 563,0		1 634,7	
<b>Autres</b>	<b>173,8</b>	<b>7,9</b>	<b>153,7</b>	<b>6,7</b>	<b>172,3</b>	<b>6,3</b>	<b>212,2</b>	<b>6,5</b>	<b>228,4</b>	<b>6,9</b>
Volume	500,7		463,7		506,9		624,9		591,2	
Prix	347,1		331,5		339,9		339,5		386,3	
<b>Produits pétroliers</b>	<b>495,4</b>	<b>22,4</b>	<b>647,2</b>	<b>28,2</b>	<b>880,7</b>	<b>32,0</b>	<b>943,7</b>	<b>28,9</b>	<b>959,3</b>	<b>29,2</b>
<b>Pétrole brut</b>	<b>227,7</b>	<b>10,1</b>	<b>261,3</b>	<b>11,4</b>	<b>374,9</b>	<b>13,6</b>	<b>473,1</b>	<b>14,5</b>	<b>430,9</b>	<b>13,1</b>
Volume	939,3		1 183,8		1 161,3		1 362,9		1 236,9	
Prix	237,1		220,7		322,8		347,1		348,4	
<b>Produits raffinés</b>	<b>272,7</b>	<b>12,3</b>	<b>385,9</b>	<b>16,8</b>	<b>505,9</b>	<b>18,4</b>	<b>470,6</b>	<b>14,4</b>	<b>528,4</b>	<b>16,1</b>
Volume	1 097,0		1 273,2		1 290,3		1 056,1		1 180,0	
Prix	248,6		303,1		392,1		445,6		447,8	
<b>Biens intermédiaires*</b>	<b>409,4</b>	<b>18,5</b>	<b>426,9</b>	<b>18,6</b>	<b>465,4</b>	<b>16,9</b>	<b>665,1</b>	<b>20,4</b>	<b>587,3</b>	<b>17,9</b>
<b>Biens d'équipement</b>	<b>537,7</b>	<b>24,3</b>	<b>500,9</b>	<b>21,8</b>	<b>574,0</b>	<b>20,9</b>	<b>655,4</b>	<b>20,1</b>	<b>685,4</b>	<b>20,9</b>
Matériels de transport	165,5	7,5	172,1	7,5	211,0	7,7	242,9	7,4	226,6	6,9
Machines & moteurs	250,3	11,3	230,1	10,0	255,2	9,3	319,6	9,8	331,1	10,1
Autres	121,9	5,5	98,7	4,3	107,8	3,9	93,0	2,9	127,7	3,9
<b>Autres Biens**</b>	<b>316,3</b>	<b>14,3</b>	<b>267,3</b>	<b>11,6</b>	<b>297,5</b>	<b>10,8</b>	<b>358,2</b>	<b>11,0</b>	<b>414,0</b>	<b>12,6</b>
<b>IMPORTATIONS CAF AJUSTEES</b>	<b>2 211,9</b>	<b>100,0</b>	<b>2 297,6</b>	<b>100,0</b>	<b>2 749,2</b>	<b>100,0</b>	<b>3 261,4</b>	<b>100,0</b>	<b>3 287,1</b>	<b>100,0</b>
<b>Commerce Général FOB</b>	<b>1 946,5</b>		<b>2 021,9</b>		<b>2 419,3</b>		<b>2 870,1</b>		<b>2 892,7</b>	

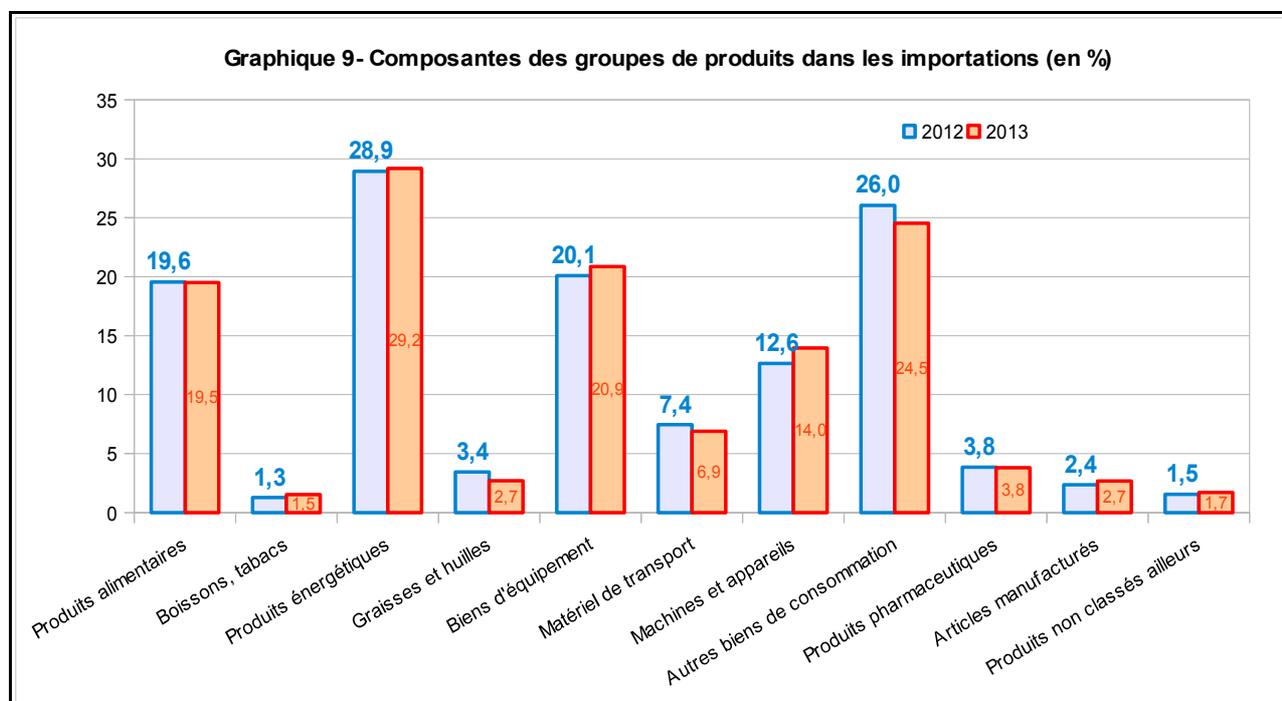
Sources : BCEAO / ANSD

\* matières premières animales et végétales, y compris huiles et graisses, matières premières minérales, autres demi-produits

\*\* y compris boissons et tabacs

### I.1.2.a - Composition des importations de biens

Dominée par les produits énergétiques, les biens d'équipement, les produits alimentaires, les biens intermédiaires et les autres biens, la composition des importations de biens n'a pas significativement évolué entre 2012 et 2013, comme l'indique le graphique ci-dessous.



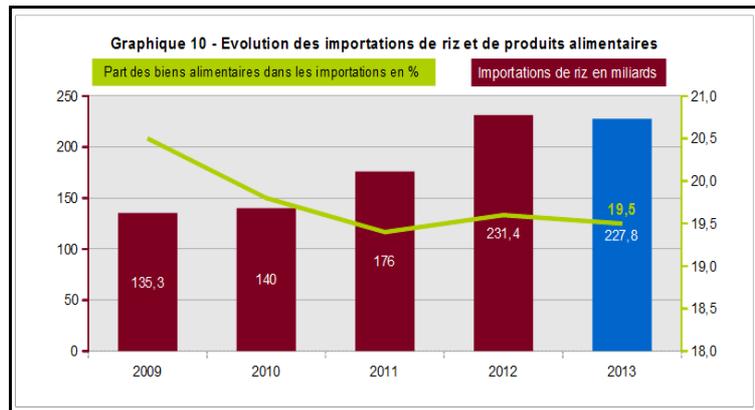
Sources : BCEAO / ANSD

Les acquisitions de produits pétroliers, évaluées à 959,3 milliards, se sont inscrites en légère augmentation (+1,7%) en 2013. Cette évolution reflète une hausse des importations de produits raffinés (+12,3%) et une contraction des achats de pétrole brut (-8,9%) sur la période. Cette structure des approvisionnements en produits pétroliers en 2013 est en relation avec les difficultés du secteur du raffinage.

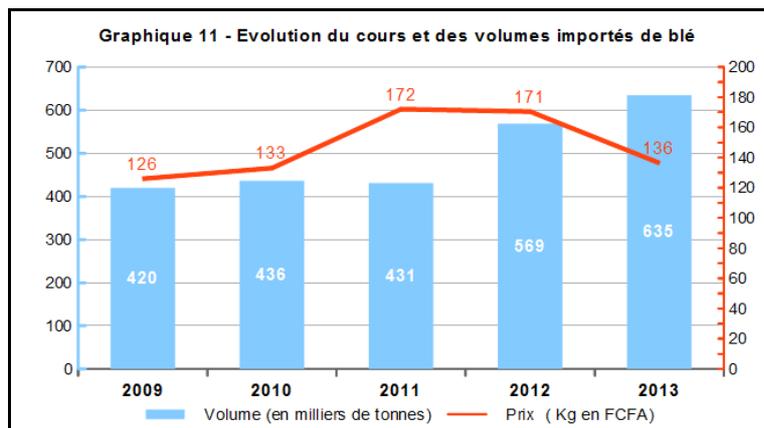
S'agissant des autres biens de consommation, composés principalement de produits pharmaceutiques et parfumerie (40,5%), de produits textiles assimilés (28,4%) ainsi que de bois et papier (27,6%), les importations se sont établies à 308,1 milliards, soit 10,6% des acquisitions totales en 2013. En revanche, les biens intermédiaires ont enregistré une baisse de 11,7%, pour s'établir à 587,2 milliards.

Pour leur part, les importations de biens d'équipement se sont chiffrées à 685,4 milliards en 2013 contre 655,4 milliards un an plus tôt, et ont été tirées principalement par les acquisitions de machines, de moteurs et autres appareils (+11,7%). Néanmoins, les achats à l'étranger de matériels de transport se sont inscrits en baisse de 6,7% au cours de la même période.

S'agissant des acquisitions de riz, elles ont enregistré un repli de 1,5%, pour ressortir à 227,8 milliards en 2013, du fait du fléchissement des cours, les quantités importées ayant progressé. Dans ce sillage, la part des acquisitions de biens alimentaires dans les importations totales s'est réduite sur les quatre dernières années pour s'arrêter à 19,5% en 2013, contre 20,5% en 2009.



Sources : BCEAO / ANSD

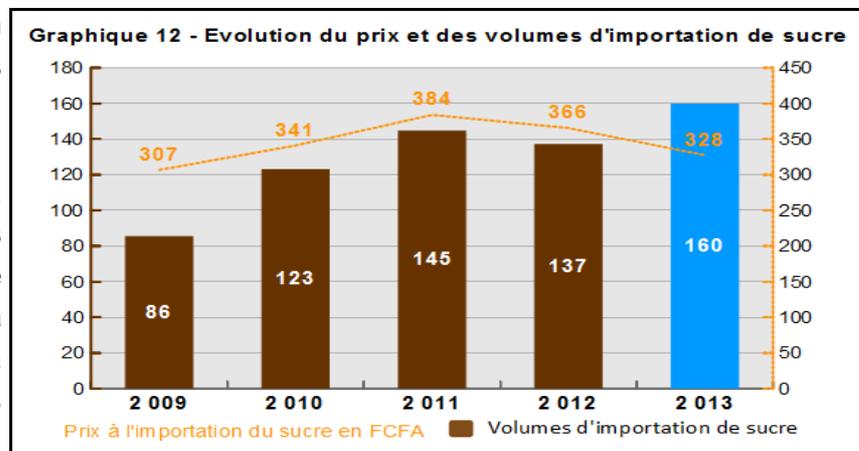


Sources : BCEAO / ANSD

Représentant 14,9% des importations de produits alimentaires, les achats de blé se sont contractés de 1,8%, passant de 97,0 milliards en 2012 à 95,2 milliards en 2013.

Comme indiqué dans le graphique ci-contre, les prix de cession se sont inscrits en recul de 20,0%, tandis que les quantités importées ont crû de 11,6%.

Après la baisse enregistrée en 2012, les acquisitions extérieures de sucre ont augmenté de 4,3%, pour ressortir à 52,4 milliards. Ainsi, pour pallier le déficit de la production nationale, les volumes importés ont progressé de 16,5%. Cette évolution a toutefois été atténuée par la contraction de 10,4% des cours mondiaux.



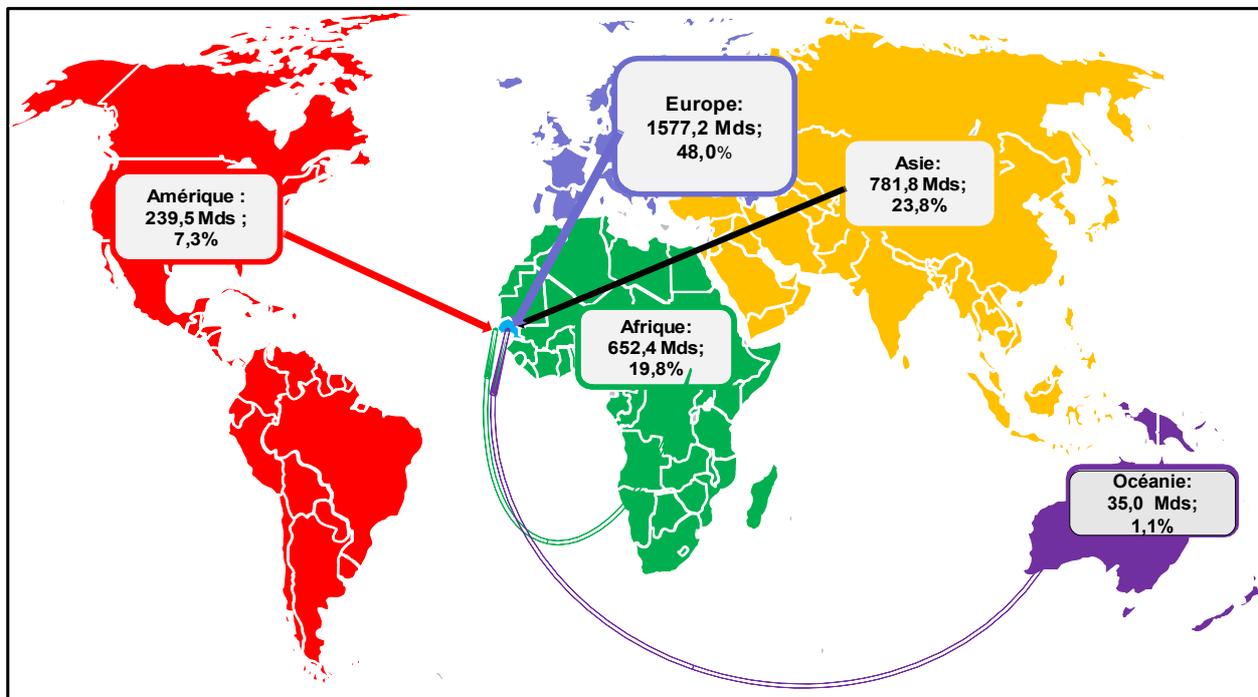
Sources : BCEAO / ANSD

S'agissant des importations des «autres produits alimentaires» et des «autres biens» (produits pharmaceutiques, boissons et tabacs, produits textiles et autres articles manufacturés, etc.), elles ont enregistré des hausses respectives de 7,6% et de 15,6%, et sont évaluées à 228,4 milliards et 414,0 milliards en 2013.

### I.1.2.2 - Orientation géographique des importations

Le continent européen reste le premier fournisseur du Sénégal, sa part dans les approvisionnements s'établissant à 48,0% en 2013 contre 46,7% l'année précédente, soit une amélioration de 1,3 point. Il est suivi de l'Asie (23,8%), de l'Afrique (19,8%) et de l'Amérique (7,3%).

Graphique 13 – Ventilation géographique des importations du Sénégal en 2013, en milliards et en % du total



Sources : BCEAO / ANSD

Les acquisitions sur le marché européen portent principalement sur des produits énergétiques, métalliques, pharmaceutiques, des machines et appareils, des véhicules ainsi que des céréales.

La part du continent asiatique est passée de 22,2% en 2012 à 23,8% en 2013. Les achats sur ce continent proviennent principalement de la Chine (7,5% ; +1,6point), de l'Inde (6,2%), du Japon (2,2%) et de la Thaïlande (1,4%) et portent essentiellement sur le riz et les produits électroniques.

Le continent africain, pour sa part, a fourni 19,8% des achats extérieurs du Sénégal sur la période, en léger repli de 0,9 point par rapport à l'année 2012. Cette situation est imputable principalement au fléchissement des approvisionnements en provenance de la CEDEAO (-2,8 points, dont -1,7 point pour l'UEMOA). Les importations en provenance de l'UEMOA ont poursuivi leur repli en 2013, avec 4,4% du total des achats extérieurs, contre 7,2% en 2011 et 6,1% en 2012. Cette évolution s'explique principalement par le recul des parts de marché de la Côte d'Ivoire (-1,3 point) et du Niger (-0,2 point). Le Nigeria (10,6%), la Côte d'Ivoire (2,2%) et le Mali (1,2%) ressortent aux premiers rangs des fournisseurs du Sénégal dans la sous-région.

S'agissant du continent américain, sa contribution dans les approvisionnements du Sénégal s'est inscrite en retrait de 1,7 point par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 7,3% en 2013.

Toutefois, la part de marché des produits en provenance des Etats-Unis dans les importations a légèrement progressé, passant de 2,5% en 2012 à 2,7% en 2013. Les produits en provenance du continent américain sont constitués essentiellement de céréales (blé), de véhicules et de combustibles minéraux.

**Tableau I.10 - Orientation géographique des importations, en millions de FCFA**

	2009		2010		2011		2012		2013	
	Valeur	%								
<b>Importations CAF</b>	<b>2 211 879</b>	<b>100,0</b>	<b>2 297 604</b>	<b>100,0</b>	<b>2 749 201</b>	<b>100,0</b>	<b>3 261 448</b>	<b>100,0</b>	<b>3 287 129</b>	<b>100,0</b>
Union Européenne	921 911	41,7	1 055 070	45,9	1 169 650	42,5	1 250 301	38,3	1 404 526	42,7
dont France	441 270	20,0	520 318	22,6	497 605	18,1	479 433	14,7	504 559	15,3
Autres pays UE	480 641	21,7	534 752	23,3	672 045	24,4	770 869	23,6	899 967	27,4
Etats-Unis	66 356	3,0	67 793	3,0	131 962	4,8	81 536	2,5	88 331	2,7
Japon	39 814	1,8	23 789	1,0	43 987	1,6	68 490	2,1	70 790	2,2
Inde	48 661	2,2	44 548	1,9	54 984	2,0	215 256	6,6	203 997	6,2
Thaïlande	120 547	5,5	65 755	2,9	104 470	3,8	55 445	1,7	47 123	1,4
Chine	198 184	9,0	162 118	7,1	177 914	6,5	192 425	5,9	247 088	7,5
CEDEAO	363 513	16,4	371 850	16,2	476 061	17,3	587 070	18,0	499 628	15,2
<i>UEMOA</i>	151 173	6,8	113 912	5,0	197 797	7,2	198 894	6,1	144 458	4,4
Bénin	14 535	0,7	15 711	0,7	29 269	1,1	28 750	0,9	18 830	0,6
Burkina Faso	2 420	0,1	2 739	0,1	2 840	0,1	5 747	0,2	4 207	0,1
Côte d'Ivoire	75 291	3,5	30 246	1,3	93 825	3,4	115 035	3,5	72 958	2,2
Guinée-Bissau	15 452	0,0	16 458	0,7	18 303	0,7	3 595	0,1	3 653	0,1
Mali	36 555	1,6	31 682	1,4	43 064	1,6	34 981	1,1	38 910	1,2
Niger	990	0,0	3 765	0,2	4 568	0,2	4 941	0,2	801	0,0
Togo	5 930	0,3	13 130	0,6	5 928	0,2	5 845	0,2	5 099	0,2
<i>Autres Etats CEDEAO</i>	212 340	9,6	257 938	11,2	278 263	10,1	388 176	11,9	355 169	10,8
dont Nigeria	203 714	9,2	246 450	10,7	277 669	10,1	387 411	11,9	347 350	10,6
Gambie	0	0,0	1 439	0,1	452	0,0	615	0,0	554	0,0
R. Guinée	2 212	0,1	1 557	0,1	142	0,0	150	0,0	302	0,0
Mauritanie	0	0,0	6 636	0,3	2 164	0,1	3 261	0,1	4 262	0,1
Autres fournisseurs	452 891	20,5	516 715	22,5	588 010	21,4	807 663	24,8	721 385	21,9
<b>Continent américain</b>	<b>233 796</b>	<b>10,6</b>	<b>203 741</b>	<b>8,9</b>	<b>335 403</b>	<b>12,2</b>	<b>293 530</b>	<b>9,0</b>	<b>239 506</b>	<b>7,3</b>
<b>Continent asiatique</b>	<b>539 477</b>	<b>24,4</b>	<b>509 314</b>	<b>22,2</b>	<b>607 573</b>	<b>22,1</b>	<b>724 042</b>	<b>22,2</b>	<b>781 817</b>	<b>23,8</b>
<b>Continent africain</b>	<b>417 382</b>	<b>18,9</b>	<b>430 717</b>	<b>18,7</b>	<b>511 351</b>	<b>18,6</b>	<b>675 120</b>	<b>20,7</b>	<b>652 414</b>	<b>19,8</b>
<b>Continent européen</b>	<b>998 885</b>	<b>45,2</b>	<b>1 143 162</b>	<b>49,7</b>	<b>1 264 632</b>	<b>46,0</b>	<b>1 523 096</b>	<b>46,7</b>	<b>1 577 194</b>	<b>48,0</b>
<b>Autres</b>	<b>22 340</b>	<b>1,0</b>	<b>10 670</b>	<b>0,5</b>	<b>30 241</b>	<b>1,1</b>	<b>45 660</b>	<b>1,4</b>	<b>36 197</b>	<b>1,1</b>

Sources : BCEAO / ANSD

### Encadré 3 - Evolution récente de la compétitivité du Sénégal

La généralisation et l'expansion des flux commerciaux ainsi que l'intégration des économies ont permis la réalisation des échanges sur un marché quasi unifié. Sous ce registre, les arbitrages quasi instantanés peuvent engendrer l'élimination des différentiels de prix. Ainsi, la compétitivité des Etats et/ou des entreprises est devenue un enjeu de premier plan. De façon générale, la compétitivité renvoie à l'attractivité des biens et des services d'un pays pour les consommateurs étrangers. Elle représente la capacité d'un pays à exporter, à conquérir et à renforcer ses parts de marché à l'étranger.

Selon l'origine des facteurs de compétitivité, on distingue la **compétitivité prix** de la **compétitivité hors-prix**. La compétitivité prix est relative aux prix des exportations qui sont déterminés notamment par **les coûts de production, les coûts liés au transport et le taux de change**. La **compétitivité hors-prix** quant à elle, est en relation avec les facteurs autres que les prix, dont la

qualité des produits et l'innovation liées essentiellement à la recherche. L'Indice Globale de Compétitivité (GCI) est un indicateur synthétique de la compétitivité globale (compétitivité-prix et compétitivité hors prix).

**Tableau 1 : La compétitivité globale du Sénégal**

	Score (1-7)	Rang sur 144
GCI 2012-2013	3,7	117
GCI 2011-2012	3,7	111
GCI 2010-2011	3,7	104

*Source : The Africa Competitiveness Report 2013*

Au classement de l'Indice Global de Compétitivité, le Sénégal occupe la 117<sup>ième</sup> pour l'édition 2012/2013, reculant de 13 places depuis l'édition 2010/2011, même s'il garde le même score (3,7 sur un échelle de 1 à 7). Toutefois, son niveau de compétitivité prix est en amélioration depuis la dévaluation de 1994.

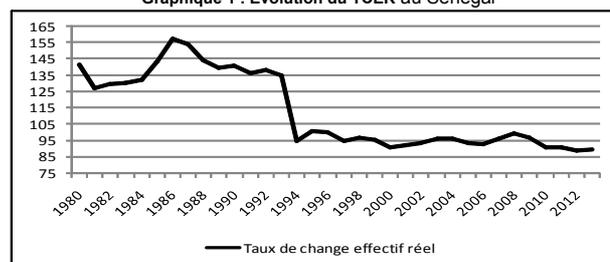
#### Compétitivité prix

Un indicateur de compétitivité-prix couramment utilisé est le taux de change réel (TCR). Le TCR entre deux monnaies ou deux pays est le produit du taux de change nominal (ex : le coût d'achat d'un Dalasi en FCFA) et du rapport des prix des deux pays. La moyenne pondérée par les différentes parts de marché des TCR bilatéraux par rapport aux différents partenaires commerciaux est le Taux de Change Effectif Réel (TCER).

Au Sénégal, le TCER, après une baisse de 40,1 points au lendemain de la dévaluation de 1994, s'est maintenu sur une tendance quasi horizontale. En dépit de la poussée inflationniste des années 2008-2009, liée à la flambée des prix des matières premières, le TCER est resté, depuis 2010, stable autour de sa moyenne sur la

(1994-2013), atteignant son niveau le plus bas en 2012. Sous ces considérations, le Sénégal a gagné en compétitivité sur les dernières années.

**Graphique 1 : Evolution du TCER au Sénégal**



*Source : BCEAO*

#### Compétitivité hors-prix

Du point de vue de la compétitivité hors-prix, le Sénégal n'est pas mal classé par rapport à ses homologues. En effet, il enregistre son meilleur score (4,6 sur une échelle de 7) au niveau de la disponibilité des ressources humaines en se classant à la 35<sup>ème</sup> place sur 144 pays. La qualité des structures de recherche ainsi que la propension des entreprises à dépenser dans la R&D sont également des atouts. Toutefois, des progrès sont à faire en matière de collaboration entre les entreprises et les Universités en R&D.

Le Sénégal a gagné en compétitivité prix depuis la dévaluation du FCFA, toutefois, l'approfondissement de la collaboration entre les entreprises et les structures

**Tableau 2 : Quelques aspects de la compétitivité hors-prix au Sénégal**

	Score (1-7)	Rang sur 144
Capacité d'innovation	3,2	69
Qualité des structures de recherche	3,9	55
Dépenses en R&D des entreprises	3,3	49
Collaboration entre les entreprises et les universités en R&D	3,4	86
Disponibilité des Ressources Humaines	4,6	35

*Source : The Africa Competitiveness Report 2013*

de recherche en matière de R&D et la réduction de la dépendance vis-à-vis des importations (énergie) amélioreraient la compétitivité globale.

## I.2 - BALANCE DES SERVICES

Au cours de l'année 2013, le déficit de la balance des services est ressorti à 55,9 milliards contre 54,9 milliards en 2012, imputable essentiellement au poste «transports». Le solde du compte a été toutefois atténué par l'excédent des postes «autres services» et «voyages».

**Tableau I.11 - Evolution des principaux soldes de la balance des services, en millions de FCFA**

	2009	2010	2011	2012	2013
Transports	-258 041	-242 551	-268 480	-314 437	-321 705
dont Fret	-207 030	-213 310	-240 472	-293 200	-295 900
Voyages	144 811	145 078	149 681	134 279	142 774
Autres Services	52 456	62 846	60 183	125 247	123 018
<b>Services nets</b>	<b>-60 774</b>	<b>-34 995</b>	<b>-58 616</b>	<b>-54 911</b>	<b>-55 913</b>

Source : BCEAO

### I.2.1- Les transports

Les services de transport restent déficitaires de 321,7 milliards après 314,4 milliards en 2012, évolution imputable principalement à l'alourdissement du fret, subséquemment au profil des importations, et dans moindre mesure au déficit de la rubrique transport de passagers. Cette dernière composante reflète notamment l'insuffisance de l'offre locale dans le domaine du transport aérien.

Pour sa part, l'excédent des «autres activités connexes» s'est consolidé de 2,9 milliards, en liaison avec les prestations offertes par les auxiliaires de transport.

**Tableau I.12 - Evolution des transports, en millions de FCFA**

	2009	2010	2011	2012	2013
Passagers	-43 210	-20 942	-20 336	-21 458	-28 895
Fret (net)	-207 030	-213 311	-240 472	-293 200	-295 900
Autres activités connexes	-7 801	-6 298	-7 672	267	3 211
<b>Solde</b>	<b>-258 041</b>	<b>-242 551</b>	<b>-268 480</b>	<b>-314 437</b>	<b>-321 705</b>

Source : BCEAO

### I.2.2 - Les voyages

Le poste «voyages» reste une composante essentielle des exportations de services, son excédent s'étant amélioré de 8,5 milliards en 2013, pour ressortir à 142,8 milliards. Les recettes touristiques<sup>6</sup> se sont chiffrées à 216,7 milliards en 2013, en progression de 4,3% par rapport à 2012, alors que les dépenses touristiques sont demeurées en quasi-stabilité (+0,6%, 73,9 milliards).

<sup>6</sup> Les recettes touristiques ont été évaluées conformément à la méthodologie de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

**Tableau I.13 - Evolution du poste "Voyages", en millions de FCFA**

Années		2009	2010	2011	2012	2013
Voyages		<b>144 820</b>	<b>145 080</b>	<b>149 681</b>	<b>134 279</b>	<b>142 774</b>
A titre professionnel	crédit	41 450	46 410	45 301	42 963	45 190
	débit	38 240	36 470	31 629	36 016	38 096
A titre personnel	crédit	176 980	177 840	175 532	164 850	171 540
	débit	35 370	42 700	39 523	37 518	35 860

Source : BCEAO

### I.2.3 - Les autres services

Le solde excédentaire du poste «autres services» s'est réduit de 1,7%, pour s'établir à 123,1 milliards contre 125,2 milliards en 2012, en liaison notamment avec le recul de l'excédent des services de construction (-7,2 milliards) et des autres services aux entreprises (-7,0 milliards). Ces évolutions ont été atténuées par l'accroissement de 19,2 milliards des services nets de télécommunication, en liaison avec la bonne tenue du chiffre d'affaires des balances internationales des opérateurs de téléphonie.

Les services des administrations publiques, non inclus ailleurs, sont constitués des services fournis ou reçus par les enclaves, telles que les Ambassades et Consulats, les organisations internationales et les bases militaires. L'excédent du poste a progressé de 3,2 milliards, pour s'établir à 59,5 milliards.

**Tableau I.14 - Evolution des "autres services", en milliards de FCFA**

	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Autres services</b>	<b>51,3</b>	<b>62,5</b>	<b>60,2</b>	<b>125,2</b>	<b>123,1</b>
dont Travaux de construction	8,6	8,6	5,0	14,1	6,9
Services d'assurance et de retraite	-41,9	-51,8	-48,2	-59,5	-59,2
Services financiers	-10,3	-2,2	-4,5	-2,4	-2,8
Services de télécommunications	35,4	54,1	47,1	71,0	90,2
Autres services aux entreprises	37,1	28,3	26,5	41,8	34,8
Services des administrations non considérés ailleurs	33,8	34,1	42,0	56,3	59,5

Source : BCEAO

### I.3 - COMPTE DU REVENU PRIMAIRE

Le compte du revenu primaire enregistre les flux de revenus issus de l'usage des facteurs de production, les intérêts au titre de la dette et les traitements. Il est resté déficitaire en 2013, s'établissant à -159,5 milliards, après -153,8 milliards en 2012. Cette détérioration de 5,7 milliards du déficit est liée à la dégradation des revenus des investissements (-9,5 milliards), en dépit de la progression de l'excédent des rémunérations de salariés (+4 milliards) et de la quasi-stagnation des autres revenus primaires.

**Tableau I.15 - Evolution des revenus primaires, en milliards de FCFA**

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunération des salariés	38,4	38,1	39,3	47,0	51,0
Revenus des investissements	-118,6	-112,4	-172,3	-206,7	-216,2
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-21,3	-33,5	-56,5	-47,3	-51,9
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,2	5,9	5,7
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-80,2</b>	<b>-74,3</b>	<b>-132,8</b>	<b>-153,8</b>	<b>-159,5</b>

Source : BCEAO

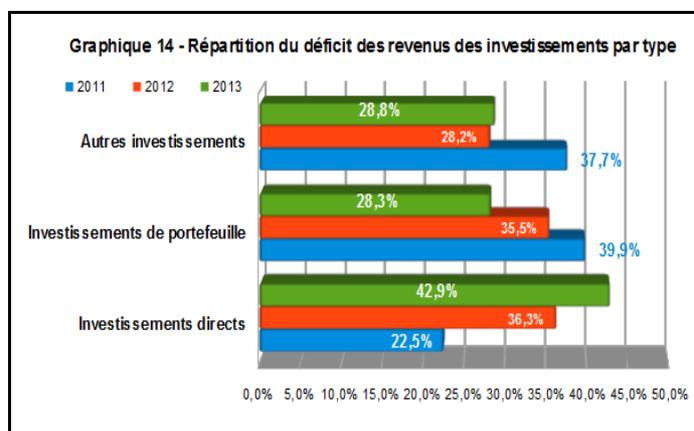
#### I.3.1 - Rémunération des salariés

Le solde des revenus de travail s'est inscrit en hausse de 8,5% en rythme annuel, passant à 51,0 milliards en 2013, après avoir atteint 47,0 milliards en 2012. Ainsi, la part des rémunérations des salariés dans les revenus totaux perçus au profit des résidents de l'économie a atteint 45,0% contre 43,9% précédemment.

#### I.3.2 - Revenus des investissements

Les revenus des investissements sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent. Le solde déficitaire des revenus de capital s'est creusé de 9,5 milliards en 2013, s'établissant à 216,2 milliards contre 206,7 milliards l'année antérieure, sous l'effet d'une progression conjuguée des paiements de revenus au titre des investissements directs (+17,7 milliards) et des autres investissements (+4,0 milliards), partiellement contrebalancée par le repli des paiements nets de revenus au titre des investissements de portefeuille (-12,2 milliards).

A la suite de ces évolutions, la contribution des revenus des investissements directs au déficit du poste revenus des investissements a augmenté, ressortant à 42,9% en 2013, après 36,3% en 2012, en liaison avec l'accroissement des paiements de dividendes aux investisseurs étrangers (+21,4%).



Source : BCEAO

De même, la part des revenus des autres investissements s'est inscrite en hausse, passant de 28,2% en 2012 à 29,2% en 2013, traduisant un accroissement des intérêts payés aux non-résidents au titre de la dette publique extérieure (+4,6 milliards).

La contribution des revenus des investissements de portefeuille a, par contre, fléchi de 7,2 points de pourcentage, s'établissant à 28,3% en 2013. Cette baisse des revenus nets des investissements de portefeuille s'explique essentiellement par la diminution des charges d'intérêt versés aux étrangers détenteurs de titres émis par les résidents (-9,3 milliards).

S'agissant des revenus des investissements directs, le solde ressort à -92,7 milliards en 2013 contre -75,0 milliards un an auparavant. Cette situation traduit des paiements de dividendes au profit des investisseurs directs étrangers (151,2 milliards) plus importants que les perceptions par les résidents au titre des participations détenues à l'étranger (58,4 milliards). Les secteurs des télécommunications, des industries manufacturières ainsi que les banques et assurances ont principalement été à l'origine de ces paiements aux non-résidents.

Les revenus des investissements de portefeuille nets ressortent à -61,2 milliards, en amélioration de 12,2 milliards par rapport au niveau observé en 2012, évolution imputable à la baisse des paiements d'intérêts aux non-résidents.

Le déficit des revenus des autres investissements s'est accru, passant de 58,3 milliards en 2012 à 62,3 milliards au cours de la période sous revue. Cette détérioration du solde est liée essentiellement à la hausse des paiements d'intérêts au titre de la dette extérieure (+2,5 milliards).

#### **I.4 - COMPTE DU REVENU SECONDAIRE**

L'excédent du compte de revenu secondaire a progressé au rythme annuel de 2,6%, ressortant à 920,9 milliards en 2013 contre 897,5 milliards l'année précédente. Cette évolution résulte d'un accroissement des transferts nets au bénéfice des autres secteurs (sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM) qui ont atteint 878,4 milliards, après 821,8 milliards en 2012, attribuable essentiellement à la progression de 6,8% des envois de fonds des travailleurs. Le volume des transferts a augmenté de 43,6 milliards, pour s'établir à 688,5 milliards, en liaison avec la hausse des réceptions en provenance des pays de l'UEMOA (+24,9%), de la Zone CEMAC (+6,3%), des Etats-Unis (+16,9%) et de l'Europe (+8,1%).

S'agissant des transferts courants nets au profit des administrations publiques, ils ont diminué (-33,3 milliards), après la progression enregistrée en 2012 (+13,5 milliards), en relation avec le net repli de l'aide budgétaire (-32,4 milliards).

**Tableau I.16 - Evolution des revenus secondaires, en milliards de FCFA**

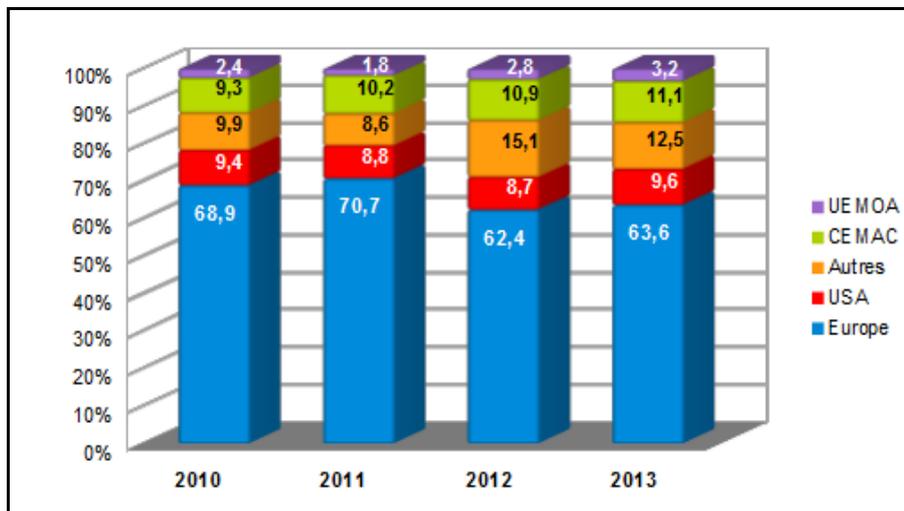
Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Transferts courants des Adm. Publiques	23,1	33,4	62,3	75,8	42,5
<i>dont aide budgétaire</i>	46,5	21,4	37,4	52,7	20,3
Transferts courants des autres secteurs	672,5	734,1	771,7	821,8	878,4
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants</i>	516,9	586,6	623,5	644,9	688,5
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>695,6</b>	<b>767,5</b>	<b>834,0</b>	<b>897,5</b>	<b>920,9</b>

Source : BCEAO

En référence à l'origine géographique des transferts nets de fonds, l'Europe ressort comme première zone d'émission des transferts nets vers le Sénégal, avec 63,6% de part, en accroissement de +1,2 point de pourcentage par rapport au niveau de 2012. La part de la CEMAC s'est inscrite en hausse, ressortant à 11,1 % en 2013 contre 10,9% un an plutôt. Les contributions dans l'excédent des transferts pour les autres pays de l'UEMOA et le reste du monde s'établissent respectivement à 3,2% et 12,5%.

La ventilation géographique des transferts nets atteste de la prédominance du continent européen dans les envois nets de fonds vers le Sénégal (cf. graphique ci-dessous).

**Graphique 15 – Dynamique de la ventilation géographique des transferts nets, en %**



Source : BCEAO

La part des pays de l'UEMOA a progressé, s'affichant à 3,2%, après 2,8% en 2012. Pour les autres pays de la CEDEAO, les transferts nets de fonds vers le Sénégal ont fléchi en 2013, ressortant à 0,1% après avoir atteint 2,2% en 2012. Pour leur part, les pays de la CEMAC enregistrent globalement une augmentation de leurs transferts nets en destination du Sénégal (+5,9%, en rythme annuel). Une relative stagnation de la proportion des Etats-Unis autour de 9,0% est relevée sur les trois dernières années.

#### Encadré 4 - Résultats de l'enquête BCEAO-ANSD sur les transferts des migrants

La BCEAO, en collaboration avec l'ANSD, a mené une enquête-ménage sur les envois de fonds des migrants. L'étude, réalisée au cours de l'année 2011, a couvert les régions de Dakar, Diourbel et Louga. Elle a débouché sur les principaux résultats retracés ci-dessous.

Les envois de fonds des migrants enregistrés dans les régions de Dakar, Diourbel et Louga sont estimés à 395,2 milliards, dont 352,2 milliards transitant par le secteur formel. Sur la base des statistiques collectées mensuellement auprès du secteur bancaire, ces trois régions représentent 56% des transferts en provenance de l'étranger.

Selon la catégorie socioprofessionnelle, les envois de

Les transferts des migrants en provenance d'Europe sont prépondérants. La part de ces transferts transitant par des circuits informels est évaluée à 10,7%. L'usage des canaux informels est plus faible dans le cas des transferts en provenance des Etats-Unis (6,4%) et plus élevé pour les migrants qui vivent en Afrique (11,2%) et en Europe (10,7%). Globalement, les transferts informels reçus représentent 10,4% des envois des migrants.

Parmi les circuits informels utilisés, le recours au «voyageur» est le plus fréquent. Ce mode de transmission représente plus de deux tiers (2/3) des opérations empruntant des canaux informels.

Les raisons économiques des transferts portent essentiellement sur le soutien à la consommation courante (plus de 67%). La satisfaction des besoins courants (consommation, éducation, santé, ...) absorbe 85,4% des envois de fonds des migrants, alors que moins de 10% de ces ressources sont consacrées à l'investissement et à l'épargne. Les transferts émis sont évalués à 50,9 milliards pour les trois régions. Ceux en

fonds des migrants ont été destinés essentiellement aux «indépendants» et aux «inactifs», avec respectivement 32,8% et 30,9% des montants reçus. Les salariés ont reçu 10,9% des transferts. Les artisans et les élèves en ont bénéficié dans des proportions respectives de 4,4% et de 6,1%.

Les transferts sont destinés en majorité à des ménages dirigés par des femmes inactives. Ce constat qui illustre le caractère social des envois de fonds est confirmé par la périodicité rapprochée des envois réguliers (95,1% des transferts réguliers sont effectués sur une base mensuelle). Les envois occasionnels, qui sont souvent assujettis à des événements particuliers, sont estimés à 16% des fonds reçus.

	Canal de transfert utilisé (transferts reçus)		Total
	formel	informel	
Continent européen	73,4%	8,8%	82,1%
Italie	39,6%	5,2%	44,8%
France	19,5%	1,2%	20,8%
Espagne	10,1%	1,9%	12,0%
Autres pays européens	4,1%	0,4%	4,5%
Continent américain	6,2%	0,5%	6,7%
dont USA	5,8%	0,4%	6,2%
Continent africain	8,7%	1,1%	9,8%
Afrique de l'Ouest	2,2%	0,3%	2,5%
dont pays de l'UEMOA	2,1%	0,2%	2,3%
Autres pays africains	6,5%	0,8%	7,3%
Maghreb & Moyent-Orient	0,3%	0,0%	0,3%
Asie & Australie	0,6%	0,0%	0,6%
Autres Pays	0,4%	0,0%	0,4%
<b>Total</b>	<b>89,6%</b>	<b>10,4%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : BCEAO / ANSD

provenance de Dakar représentent 99,6% de ces flux. Une proportion importante de ces envois (45,6%) est destinée à des résidents de l'économie sénégalaise (étudiants et touristes pour raison médicale) et ne devrait pas être considérée comme des transferts courants, mais plutôt comme des dépenses de voyages. Enfin, 16,7% des sommes transférées transitent par le secteur informel.

### **Encadré 5 - Analyse de la viabilité du compte courant du Sénégal**

L'évolution du solde du compte courant du Sénégal sur la période 1996-2013 révèle des déséquilibres persistants, le déficit courant -hors transferts officiels- étant évalué en moyenne annuelle à 431 milliards, soit près de 7,4% du PIB.

La notion de viabilité correspond à la capacité pour un pays d'assurer le service de sa dette extérieure, tout en continuant à être attractif pour les capitaux étrangers. La littérature économique offre une variété d'approches pour cerner la viabilité du déficit du compte courant.

Un déficit de compte courant traduit un besoin de financement de l'économie, lequel est généralement couvert par un recours aux emprunts extérieurs. Il constitue le principal facteur d'accumulation de dette extérieure. Face au caractère structurel du déficit courant du Sénégal, il convient de s'interroger sur sa viabilité à moyen et long termes.

Pour apprécier la viabilité du déficit courant du Sénégal, la méthodologie de Milesi-Ferretti et Razin<sup>7</sup> (1996a) a été retenue. En effet, elle repose sur une série d'indicateurs macroéconomiques et de gouvernance, permettant d'analyser la solvabilité d'un pays, mais également sa volonté de rembourser et l'attraction des investisseurs étrangers pour le pays.

L'application de cette méthodologie au cas du Sénégal, sur la période 2005-2013, donne les résultats résumés ci-dessous.

sur la période 2005-2013, donne les résultats résumés ci-

L'examen du tableau, ci-contre, fait ressortir que cinq (5) des huit (8) indicateurs relatifs aux normes de viabilité du compte courant sont respectés. Cette situation est la résultante d'un niveau d'endettement extérieur relativement maîtrisé en dépit de sa progression relativement forte ces dernières années, de l'évolution favorable du taux de change effectif réel, d'une croissance économique au dessus de la norme, et surtout d'une couverture du déficit courant extérieur essentiellement par des capitaux de long terme. A la faveur de ces considérations, le compte courant du Sénégal est globalement viable.

**Tableau - Analyse des indicateurs de viabilité<sup>8</sup>**

Indicateurs	Cible	Valeur observée
1 - Gap épargne-investissement	<b>&gt;=0,00%</b>	-8,0%
2 - Ratio Dette extérieure/PIB	<b>&lt;=70%</b>	27,8%
3 - Couverture du déficit courant par des capitaux longs	<b>&gt;=80%</b>	87,6%
4 - Ratio Exportations/PIB	<b>&gt;=20%</b>	17,2%
5 - Solde budgétaire/PIB	<b>&gt;= - 3%</b>	-5,4%
6 - Variation TCER	<b>&lt;=0</b>	-0,4%
7 - Taux de croissance du PIB	<b>&gt;= 3%</b>	3,5%
8 - Stabilité et qualité des institutions	<b>&gt; 3,25</b>	3,5

*Source : BCEAO*

La consolidation de cette viabilité externe requiert une plus grande efficacité des politiques macroéconomiques, un renforcement de la compétitivité extérieure, notamment via l'élargissement et la diversification de la base de produits exportables, la réduction de la dépendance alimentaire et énergétique vis-à-vis de l'extérieur. Par ailleurs, la forte vulnérabilité du pays aux chocs exogènes, les contraintes structurelles qui obèrent le développement de l'offre constituent des facteurs à risque pour une viabilité durable du compte courant. Ainsi, une attention particulière devrait être portée sur les actions à mener pour pallier ces éventualités.

7 Milesi-Ferretti Gian Maria & Assaf Razin (1996a), Current Account Sustainability, Princeton Studies in International Finance n°81, octobre

8 L'identification des cibles des indicateurs s'est inspirée de l'étude « Analyse de la viabilité et des déterminants du déficit courant des pays de l'UEMOA » publiée par la BCEAO en décembre 2013.

## II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et les cessions d'actifs non financiers non produits. Le solde excédentaire du compte de capital est évalué à 181,5 milliards en 2013 contre 202,8 milliards, soit un repli de 21,3 milliards.

**Tableau II.1 - Evolution des transferts en capital, en millions de FCFA**

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1 040	-2 090	-1 764	37 513	-1 488
Transferts en capital	145 090	151 600	121 227	165 267	183 012
Administration	136 680	143 570	114 618	158 466	175 762
dont remises de dettes	1 620	2 140	2 118	2 100	2 081
Autres transferts en capital	8 410	8 030	6 609	6 801	7 250
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>144 050</b>	<b>149 510</b>	<b>119 463</b>	<b>202 780</b>	<b>181 524</b>

Sources : BCEAO / MEFP

### II.1 - ACQUISITIONS OU CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits eux-mêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.), ainsi que les actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, licences, marques commerciales, etc.). Les transactions ont dégagé un solde déficitaire de -1,5 milliard en 2013 contre un excédent de 37,5 milliards un an plus tôt.

### II.2 - TRANSFERTS EN CAPITAL

Le solde des transferts en capital est ressorti à 183,0 milliards en 2013 contre 165,3 en 2012, soit une progression de 17,7 milliards, sous l'effet principalement d'une hausse des dons en capital arrêtés à 167,7 milliards en 2013, après 154,1 milliards en 2012. Ils ont été mobilisés, notamment auprès de l'USAID (47,3 milliards), du MCA (24,9 milliards), de la Chine (17,2 milliards), du Fonds Européen de Développement (11,9 milliards), de la Corée du Sud (8 milliards), de l'Association Internationale de Développement (7,6 milliards), de l'ACDI (6,2 milliards) et de l'Allemagne (5,8 milliards).

Les transferts en capital ont essentiellement bénéficié aux secteurs de la santé et de l'action sociale (17,4%), la promotion de l'entrepreneuriat (13,1%), les infrastructures (10,8%) ainsi que l'agriculture et le développement durable (5,0%). Divers autres secteurs ont tiré plus de 34,8% des transferts en capital.

### III - COMPTE FINANCIER

Ce compte reflète l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital. Il enregistre, sur une base nette, les opérations sur actifs et passifs financiers effectuées entre les résidents et les non-résidents. Les principales rubriques sont les investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille, les dérivés financiers, les autres investissements ainsi que les avoirs de réserve.

Le solde des comptes non financiers fait ressortir, au titre de l'année 2013, un besoin de financement de 584,0 milliards (8,0 % du PIB) contre 577,3 milliards (8,1% du PIB) un an plus tôt. Ce niveau s'explique par l'effet combiné du déficit du compte des transactions courantes de 765,5 milliards (-10,5 % du PIB) et de l'excédent du compte de capital de +181,5 milliards (+2,5 % du PIB).

Hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, le financement de l'économie par le canal des capitaux non monétaires a augmenté de 32,0 milliards, comparativement à 2012, en ressortant à 551,8 milliards (7,6 % du PIB) en 2013. Cette évolution résulte d'un accroissement des investissements directs étrangers (24,9 milliards) et des autres investissements<sup>10</sup> (144 milliards) et d'un repli des investissements de portefeuille (-136,9 milliards).

Ce fléchissement des investissements de portefeuille est lié principalement à un accroissement net des passifs de l'Etat moins important, au titre des bons et obligations du Trésor, qui s'établit à 2,3 milliards en 2013, après un niveau de 128,8 milliards en 2012. Il convient de relever qu'en 2013, les souscriptions des non-résidents en titres publics ont atteint 198,9 milliards, contre 320,5 milliards en 2012. Sur la même période, les remboursements se sont établis respectivement à 196,5 milliards et 191,8 milliards.

Le profil des autres investissements est imprimé par les opérations de prêts et emprunts de l'Etat ainsi que les crédits commerciaux et avances. Au cours de la période sous revue, l'Etat a mobilisé des ressources nettes de 189,3 milliards, auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux, dans le cadre du financement de ses projets d'investissement. Pour leur part, les opérations du secteur privé font ressortir notamment un accroissement net de passifs de 127,5 milliards au titre des crédits commerciaux et avances, représentant 3,5 % des importations de biens et services.

En ce qui concernent les investissements directs nets, ils ressortent à 137,3 milliards, reflétant un accroissement de 9% des flux entrants qui s'établissent à 153,7 milliards. Ce dernier montant intègre les participations en capital de 163,7 milliards et la réduction de 10,0 milliards du passif (instruments de dette) des résidents vis-à-vis des investisseurs directs étrangers. Les secteurs de l'exploitation minière (29,1%), des industries manufacturières (22,8%) et des communications (11,6%) ont été les principaux bénéficiaires des afflux d'IDE en 2013.

---

<sup>10</sup> Les autres investissements retracent essentiellement les opérations de prêts et d'emprunts ainsi que les crédits commerciaux et avances entre résidents et non-résidents. Il s'agit d'une rubrique du compte financier qui regroupe toutes les opérations sur actif et passif financier qui ne figurent pas dans une autre rubrique du compte financier.

**Tableau III.1 - Evolution du compte financier, en millions FCFA**

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-114 690	-130 700	-137 200	-112 409	-137 323
Investissements de portefeuille	-114 250	-104 340	-352 805	-131 635	5 295
Dérivés financiers	20	-60	0	0	0
Autres investissements	-123 890	-25 230	127 317	-275 777	-419 815
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-352 810</b>	<b>-260 330</b>	<b>-362 688</b>	<b>-519 821</b>	<b>-551 842</b>

Source : BCEAO

#### IV. CAPITAUX MONETAIRES

##### IV.1 - Avoirs et engagements des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale

La position extérieure nette des banques est restée débitrice de 9,9 milliards en 2013, après 100,5 milliards en 2012. Cette décélération est entretenue par une hausse des avoirs (18,5 milliards), conjuguée à une contraction des engagements, arrêtés à 28,3 milliards, après 83,9 milliards en 2012.

La variation positive des avoirs extérieurs des autres institutions de dépôts est attribuable au profil favorable des acquisitions d'actifs des banques au sein de l'Union (+42,9 milliards) qui a contrebalancé le repli enregistré en dehors de la zone (-24,4 milliards).

En référence à la maturité, les passifs sont composés, pour l'essentiel, d'engagements à court terme dont l'encours a diminué de 28,1 milliards.

**Tableau III. 2 - Variation des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts, en millions FCFA**

Poste	2009	2010	2011	2012	2013
AVOIRS	26 999,0	52 725,0	29 166,0	-16 618,0	18 453,0
ENGAGEMENTS	2 968,0	-46 746,0	78 083,0	83 933,2	28 348,3
<b>Position extérieure monétaire</b>	<b>24 031</b>	<b>99 471</b>	<b>-48 917</b>	<b>-100 551</b>	<b>-9 895</b>

Source : BCEAO

##### IV.2 - AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, hormis les contreparties de réévaluation de -4,9 milliards, sont chiffrés à 763,9 milliards, soit un repli de 11,6 milliards, consécutif à une hausse plus importante des engagements (+45,2 milliards) que celle des avoirs (+33,6 milliards).

En effet, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 1.034,2 milliards en 2012 à 1.067,8 milliards en 2013. Ce niveau est imputable principalement à la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale, qui a progressé de 4,0 % (+40,0 milliards), atténuée par un repli de la position de réserve (-3,2 milliards) et des droits de tirages spéciaux (-4,2 milliards).

**Tableau III.3 - Evolution du stock des avoirs et des engagements de la Banque Centrale, en millions FCFA**

Poste	2009	2010	2011	2012	2013	Variation
<b>AVOIRS</b>	962 573	1 008 438	996 415	1 034 192	1 067 836	33 644
Position de réserve	-2 987	3 963	11 462	639	-2 513	-3 152
Droits de tirages Spéciaux	93 075	99 131	101 346	99 552	95 395	-4 157
Créances sur les autorités monétaires	569	584	529	1 204	2 127	923
Créances sur les autres institutions	871 916	904 760	883 078	932 797	972 827	40 030
<b>ENGAGEMENTS</b>	237 242	273 872	270 630	258 660	303 941	45 281
Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	75 894	105 228	106 048	101 547	94 781	-6 766
Numéraires et dépôts à court terme	46 243	44 490	40 350	33 849	27 497	-6 352
Droits de tirages Spéciaux	110 501	117 755	120 484	118 382	113 455	-4 926
Autres comptes à payer / à recevoir	4 605	6 399	3 748	4 883	68 209	63 326
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>725 331</b>	<b>734 566</b>	<b>725 785</b>	<b>775 532</b>	<b>763 895</b>	<b>-11 637</b>

Source : BCEAO

Pour sa part, l'augmentation des engagements de la Banque Centrale est imputable au relèvement du niveau du poste «autres comptes à payer / à recevoir», l'encours des autres rubriques s'étant inscrit en retrait.

Au total, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels, la contrepartie de réévaluation de -4,9 milliards, la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles ressort à 16,6 milliards en 2013, après -47,1 milliards en 2012.

#### **IV.3 - AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS DE DEPÔTS**

L'impact des transactions avec les non-résidents sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire a été négatif aussi bien pour la Banque Centrale que pour les autres institutions de dépôts.

Au total, le solde de la balance des paiements, équivalent à la variation des avoirs extérieurs nets, ressort en déficit de -26,5 milliards en 2013 contre -53,5 milliards en 2012.

#### **V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)**

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état retraçant, à un moment donné, la valeur des avoirs de l'économie (or et créances) sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger. La position extérieure globale nette, différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, indique si un pays est un créateur net ou un emprunteur net vis-à-vis du reste du monde.

En relation avec le déficit des transactions courantes, le patrimoine net national, mesuré par la position extérieure globale nette, est ressorti débiteur (4.031,2 milliards soit 55,2% du PIB), en aggravation de 552,5 milliards par rapport à l'année précédente.

Cet accroissement de l'endettement net du pays vis-à-vis de l'extérieur provient de la Zone UEMOA pour 184,3 milliards et des pays hors de l'UEMOA à hauteur de 368,2 milliards.

Cette évolution s'explique par un accroissement des engagements reflétant notamment le déficit structurel du compte courant. En effet, l'encours des engagements a augmenté de 549,1 milliards, consécutivement à l'augmentation des stocks des autres investissements (+405,9 milliards), en liaison avec les tirages publics nets (+214,9 milliards), les crédits commerciaux et avances (+127,5 milliards), les investissements directs (+130,2 milliards) et les investissements de portefeuille (+12,9 milliards).

Pour sa part, le stock des actifs financiers s'est replié de 3,4 milliards, sous l'effet d'un fléchissement des autres investissements (-83,3 milliards), insuffisamment compensé par les hausses des investissements de portefeuille (+37,1 milliards), des avoirs de réserve (+33,6 milliards) et, dans une moindre mesure, des investissements directs (+9,1 milliards).

Rapportée au PIB, la position extérieure nette débitrice s'est dégradée de 6,7 points de pourcentage. Son niveau de clôture traduit notamment les flux nets de capitaux mobilisés en réponse au besoin de financement du déficit persistant du compte courant.

## CONCLUSION

L'activité économique mondiale a enregistré une croissance modérée en 2013, reflétant une certaine atonie de la demande mondiale. Dans ce contexte, la croissance économique au Sénégal a maintenu son rythme, ressortant à 3,5%, en amélioration de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2012.

La détente des cours mondiaux des principales matières premières (pétrole brut, riz, blé, etc.) a contribué à contenir la pression sur les prix à la consommation (+0,7% contre +1,4% en 2012), mais également la facture alimentaire et énergétique.

Au titre des échanges commerciaux, les exportations ont enregistré une progression de 1,5%, malgré le recul des cours mondiaux de certains produits, notamment l'or non monétaire. Pour leur part, les importations ont augmenté de 0,8%, en relation avec le profil de la demande intérieure. Ainsi, l'année 2013 a été marquée par un repli du déficit commercial, rapporté au PIB, de 0,4 point.

Le déficit du compte du revenu primaire est ressorti en dégradation de 3,7% en 2013 tandis que l'excédent du compte de revenu secondaire a progressé de 2,6%, sous l'effet principalement des envois de fonds des travailleurs migrants.

Au total, le déficit des transactions courantes, rapporté au PIB, est ressorti en amélioration de 0,4 point.

Le solde excédentaire du compte de capital s'est inscrit en baisse de 10,5% à 181,5 milliards.

A la suite de ces évolutions, le besoin de financement de l'économie rapporté au PIB s'est replié de 0,1 point, passant de 8,1% en 2012 à 8,0% en 2013.

En définitive, les transactions avec les non-résidents ont eu un impact négatif sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire. Ainsi, le solde de la balance des paiements, équivalent à la variation des avoirs extérieurs nets, est ressorti déficitaire de 26,5 milliards en 2013, en atténuation de 27,0 milliards par rapport à l'année précédente.

Au plan de la viabilité externe, la dégradation de la position débitrice renvoie à la problématique de l'inflexion progressive du déficit de la balance commerciale, mais également à l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique basée sur des ressources d'emprunt.

Le redressement du compte commercial est consubstantiel à une amélioration de l'offre exportable, qui du reste est encore limitée, mais aussi à une poursuite de l'objectif de la qualité de la dépense publique associée à une gestion prudente de la dette.



# **ANNEXES**



**REFONTE DU DISPOSTIF D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES  
ETATS MEMBRES DE L'UEMOA POUR LE PASSAGE A LA 6<sup>ème</sup> EDITION DU MANUEL  
DU FMI**

**PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL  
D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

La confection de la balance des paiements des États membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits États. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales. La version actuelle de ce dispositif s'appuie sur un cadre de collecte de données et des applicatifs informatiques mis en place depuis 1996.

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard en 2012, une note d'orientation décrivant les principaux changements à apporter au dispositif régional a été élaboré en octobre 2010. Les révisions visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques (BPT et BPR).

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale de Valeur Mobilière (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Épargne Publique et du Marché Financier (CREPMF), ainsi que des transactions des institutions sous-régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

## **I. INNOVATIONS APPORTEES PAR LA SIXIEME EDITION DU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise d'une part, à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, et d'autre part, à renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5<sup>ème</sup> édition (MBP5)<sup>11</sup>, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et des modifications à certains concepts et définitions, en vue de tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

- la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement massif des flux de capitaux privés et de la main d'œuvre ;

---

<sup>11</sup> En particulier, les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus dans la nouvelle édition.

- les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via-internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6<sup>ème</sup> édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

### 1.1. Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5<sup>ème</sup> édition. Il s'agit notamment des notions de «territoire économique», de «résidence», de «transactions» et de «financement exceptionnel».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son «centre d'intérêt économique **prédominant**». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme «**prédominant**» permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5<sup>ème</sup> édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5<sup>ème</sup> édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction «un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique».

Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants<sup>12</sup> ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements.

## 1.2. Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

### Encadré 1 : Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

#### Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte «revenu»*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement «transferts courants»*)

#### Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

#### Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

<sup>12</sup> Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants. Ils sont désormais enregistrés dans les «Autres flux» au niveau de la position extérieure globale.

### 1.3. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

**Encadré 2** : Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG

				Transactions BDP			
					Crédit	Débit	
				<b>Compte courant</b> - biens et services - revenu primaire - revenu secondaire			
				<b>Compte de capital</b> - acquisition/cession d'actifs non produits - transfert en capital			
<b>Ouverture PEG</b>  <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve  <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	<b>Compte financier</b>  <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve  <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements		<b>Compte des autres flux</b>		<b>Clôture PEG</b>  <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve  <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements		
			<b>Réévaluation</b>	<b>Autres changements</b>			
				<b>Erreurs et omissions</b>			

#### 1.4. Principe d'élaboration de la balance des paiements pour les Unions monétaires

Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

Les principes édictés dans le Manuel, relatifs à l'enregistrement des opérations spécifiques aux unions, sont en adéquation avec ceux en cours dans l'UMOA. En particulier, il en est ainsi du traitement des opérations du Siège de la BCEAO, des Directions Nationales et des autres organisations communautaires.

## II. PRISE EN COMPTE DES CORRECTIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- **Classification sectorielle plus détaillées** : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif actuellement en vigueur, il n'est pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il sera possible, au delà de la classification par secteurs institutionnels<sup>13</sup>, d'éditer les données selon les branches d'activité ;
- **Ventilation géographique des données** : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays sont retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application «BPT». Ainsi, à l'exception du commerce extérieur dont le détail de l'orientation géographique est fourni par les statistiques douanières, les informations sur les transactions extérieures des pays de l'Union ne peuvent pas être ventilées selon les partenaires bilatéraux autres que la France. Cette répartition géographique ne semble plus appropriée au regard des évolutions récentes des échanges extérieurs et des mouvements de capitaux étrangers dans les pays de l'UEMOA, marquées par une présence en progression constante des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, mais également des autres pays africains.

<sup>13</sup> Il s'agit de : «Banque centrale», «autres institutions de dépôts», «administration publique» et «autres secteurs» (composés des «autres sociétés financières» et des «sociétés non-financières, des ménages et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)»).

Elle constitue également une contrainte à la confection de balances des paiements bilatérales, utiles pour les analyses et la définition des politiques économiques. A l'issue des échanges avec les différentes personnes ressources, il a été estimé que la prise en compte de cette recommandation pourrait alourdir le dispositif, notamment au niveau des questionnaires. En conséquence, les trois zones géographiques ont été maintenues. Pour pallier les insuffisances susmentionnées, à l'instar de ce qui est fait pour le commerce extérieur, il est retenu un cadre parallèle de suivi de la ventilation géographique des échanges extérieurs pour les composantes les plus importantes, notamment les investissements directs étrangers<sup>14</sup>, l'aide publique au développement<sup>15</sup> et les envois de fonds des migrants<sup>16</sup>. Toutefois, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;

- **Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales** comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nouveau cadre de collecte prévoit des états de dépouillement pour la collecte des transactions de ces structures avec les résidents des pays de l'Union. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des questionnaires seront également adressés par le Siège de la BCEAO aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union mais résidentes des pays membres) pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale ;
- **Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier** : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des «autres flux». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des «autres flux», constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

### III. IMPLICATIONS SUR LE DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Le nouveau dispositif est élaboré en prenant en compte les différentes innovations décrites ci-dessus. Sa confection consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données.

---

14 Pour les investissements directs étrangers, le formulaire complémentaire joint au questionnaire balance des paiements permet de collecter les données sur les positions de début et de fin de période par pays partenaire depuis 2010.

15 Les données sur les mobilisations d'appuis financiers extérieurs des Etats par partenaires peuvent être exploitées à cet effet.

16 Le dispositif de collecte de données sur les transferts électroniques de fonds constitue une source pour l'évaluation des envois de fonds des travailleurs par pays partenaires. En outre, l'enquête actuellement en cours sur ce sujet permettra d'améliorer la qualité de l'analyse de la ventilation géographique de ces flux.

Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

### **3.1. Enquêtes conduites par les Directions Nationales de la BCEAO**

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les «Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

Les questionnaires sont accompagnés d'une notice technique, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, pour faciliter leur exploitation par les répondants. Dans ce cadre, un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6 est également joint aux questionnaires des sociétés non financières.

Par ailleurs, conformément à la démarche adoptée à compter de 2009, les questionnaires balance des paiements destinés aux entreprises relevant des secteurs des «Etablissements de dépôts autres que la banque centrale», des «Autres sociétés financières» et des «Sociétés non financières» sont accompagnés d'un formulaire complémentaire sur les investissements directs. Ce document, qui permet jusqu'ici la collecte des données sur les fonds propres a été complété pour permettre le suivi des instruments de dette. Les données collectées à l'aide de ce support sont dépouillées et transmises au Siège dans le cadre des contributions aux travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA. Ces renseignements permettent également d'affiner l'analyse des investissements étrangers à l'aide des détails sur la ventilation géographique et sectorielle des données.

### **3.2. Collecte des données relatives aux transactions des institutions sous-régionales et régionales avec les pays membres de l'Union**

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous-régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

### **3.3. Suivi des transactions des institutions résidentes de l'Union avec les non-résidents**

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous-régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6<sup>ème</sup> édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO de questionnaires aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes des pays membres), pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous-régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés aux Siège de la BCEAO pour prise en compte.

### **3.4. Déploiement du nouveau dispositif**

Une nouvelle application informatique «BPT» dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

-----

**Balance des paiements optique FMI résumé**

Nature : Balance Avec Ajustement

Fréquence : Annuelle

Année : 2013

Page: BPT optique FMI résumé

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
A	100000	1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	3 304 629	4 070 108	-765 480
1.A	011000	1_B_N_N_E	Biens et services	2 079 096	3 606 030	-1 526 934
1.A.a	110000	1_B_N_N_E	Biens	1 422 488	2 893 510	-1 471 021
1.A.a.1	111000	1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	1 231 868	2 892 673	-1 660 804
1.A.a.1.1	11100z	1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	2 378	0	2 378
1.A.a.2	112000	1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	132	0	132
1.A.a.2.1	112100	1_B_N_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	112200	1_B_N_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international	132	0	132
1.A.a.3	113000	1_B_N_N_E	Or non monétaire	190 488	837	189 651
1.A.b	120000	1_B_N_N_E	Services	656 607	712 520	-55 913
1.A.b.1	121000	1_B_N_N_E	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	220	-220
1.A.b.1.1	121100	1_B_N_N_E	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR ), Biens reçus pour transformation (DR )	0	0	0
1.A.b.1.2	121200	1_B_N_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR ), Biens reçus après transformation (DR )	0	220	-220
1.A.b.2	122000	1_B_N_N_E	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	5 894	4 909	985
1.A.b.3	123000	1_B_N_N_E	Transport	71 637	393 341	-321 705
1.A.b.3.0	123100	1_B_N_N_E	Pour tous les modes de transports	71 637	393 221	-321 585
1.A.b.3.0.1	123100	1_B_N_N_E	Voyageurs	27 791	56 686	-28 895
1.A.3.0.1.1	123110	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	12311z	1_B_N_N_E	Fret	28 967	324 867	-295 900
1.A.b.3.0.3	123120	1_B_N_N_E	Autres	14 879	11 668	3 211
1.A.b.3.1	123130	1_B_N_N_E	Transports maritimes	10 235	313 344	-303 109
1.A.b.3.1.1	123200	1_B_N_N_E	Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1	123210	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	12321z	1_B_N_N_E	Fret	661	313 344	-312 683
1.A.b.3.1.3	123220	1_B_N_N_E	Autres	9 574	0	9 574
1.A.b.3.2	123230	1_B_N_N_E	Transports aériens	25 840	64 458	-38 618
1.A.b.3.2.1	123300	1_B_N_N_E	Voyageurs	22 722	56 515	-33 793
1.A.b.3.2.1	123310	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	12331z	1_B_N_N_E	Fret	2 196	4 949	-2 753
1.A.b.3.2.3	123320	1_B_N_N_E	Autres	922	2 994	-2 072
1.A.b.3.3	123330	1_B_N_N_E	Autres modes de transport	35 562	15 419	20 143

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.3.3.1	123400	1_B_N_N_E	Voyageurs	5 069	171	4 898
1.A.b.3.3.1	123410	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	12341z	1_B_N_N_E	Fret	26 110	6 574	19 536
1.A.b.3.3.3	123420	1_B_N_N_E	Autres	4 383	8 674	-4 291
1.A.b.3.4	123430	1_B_N_N_E	Services postaux et services de messagerie	0	120	-120
1.A.b.4	124000	1_B_N_N_E	Voyages	216 730	73 956	142 774
1.A.b.4.1	124100	1_B_N_N_E	À titre professionnel	45 190	38 096	7 094
1.A.b.4.1.1	124110	1_B_N_N_E	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	124120	1_B_N_N_E	Autres	45 190	38 096	7 094
1.A.b.4.2	124200	1_B_N_N_E	À titre personnel	171 540	35 860	135 680
1.A.b.4.2.1	124210	1_B_N_N_E	Santé	2 688	1 320	1 368
1.A.b.4.2.2	124220	1_B_N_N_E	Éducation	13 071	17 346	-4 275
1.A.b.4.2.3	124230	1_B_N_N_E	Autres	155 781	17 194	138 587
1.A.b.4.0	124000	1_B_N_N_E	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	34 479	23 416	11 063
1.A.b.4.0.1	124011	1_B_N_N_E	Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	124021	1_B_N_N_E	Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	124031	1_B_N_N_E	Services d'hébergement	31 094	0	31 094
1.A.b.4.0.4	124041	1_B_N_N_E	Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124051	1_B_N_N_E	Autres services	3 385	23 416	-20 031
1.A.b.4.0.5	124z51	1_B_N_N_E	Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124y51	1_B_N_N_E	Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	125000	1_B_N_N_E	Travaux de construction	30 307	23 416	6 891
1.A.b.5.1	125100	1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés à l'étranger	26 922	0	26 922
1.A.b.5.2	125200	1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	3 385	23 416	-20 031
1.A.b.6	126000	1_B_N_N_E	Services d'assurance et de retraite	4 795	64 002	-59 207
1.A.b.6.1	126100	1_B_N_N_E	Assurance directe	3 377	62 970	-59 593
1.A.b.6.2	126200	1_B_N_N_E	Réassurance	1 418	932	486
1.A.b.6.3	126300	1_B_N_N_E	Services auxiliaires d'assurance	0	100	-100
1.A.b.6.4	126400	1_B_N_N_E	Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	127000	1_B_N_N_E	Services financiers	4 984	7 748	-2 764
1.A.b.7.1	127100	1_B_N_N_E	Services financiers explicitement facturés et autres	4 984	7 748	-2 764
1.A.b.7.2	127200	1_B_N_N_E	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	128000	1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	890	593	297
1.A.b.9	129000	1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	146 244	64 183	82 061
1.A.b.9.1	129100	1_B_N_N_E	Services de télécommunications	137 811	47 592	90 219
1.A.b.9.2	129200	1_B_N_N_E	Services d'informatique	4 763	7 739	-2 977
1.A.b.9.3	129300	1_B_N_N_E	Services d'information	3 671	8 852	-5 181
1.A.b.10	12A000	1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	98 761	63 938	34 823

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.10.1	12A100	1_B_N_N_E	Services de recherche développement	0	55	-55
1.A.b.10.2	12A200	1_B_N_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion	90 453	50 883	39 571
1.A.b.10.3	12A300	1_B_N_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	8 308	13 000	-4 693
1.A.b.11	12B000	1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1 003	312	692
1.A.b.11.1	12B100	1_B_N_N_E	Services audio visuels et connexes	946	312	634
1.A.b.11.2	12B200	1_B_N_N_E	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	57	0	57
1.A.b.12	12C000	1_B_N_N_E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	75 363	15 903	59 460
1.A.b.0.1	12D000	1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	130000	_B_N_AL_E	Revenu primaire	140 665	300 141	-159 476
1.B.1	131000	_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	63 043	12 009	51 034
1.B.2	300000	_B_N_AL_E	Revenus des investissements	71 829	288 007	-216 178
1.B.2.1	310000	_B_N_AL_E	Investissements directs	58 455	151 193	-92 737
1.B.2.1.1	310000	_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	57 388	148 593	-91 204
1.B.2.1.1.1	310000	_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi sociétés	50 064	125 039	-74 974
1.B.2.1.1.1	311110	_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	49 247	123 519	-74 272
1.B.2.1.1.1	311120	_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	0	0
1.B.2.1.1.1	311130	_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	817	1 520	-703
1.B.2.1.1.1	311131	_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1	311132	_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1	311133	_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	310000	_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	7 324	23 554	-16 230
1.B.2.1.1.2	310000	_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2	31100z	_B_N_AL_E	Dont Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	310000	_B_N_AL_E	Intérêts	1 067	2 600	-1 533
1.B.2.1.2.1	312100	_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 025	2 590	-1 565
1.B.2.1.2.2	312200	_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	10	-10
1.B.2.1.2.3	312300	_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	42	0	42
1.B.2.1.2.3	312310	_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3	312320	_B_N_AL_E	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3	312330	_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.2M	310000	_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	320000	_B_N_AL_E	Investissements de portefeuille	10 773	71 935	-61 162
1.B.2.2.1	320000	_B_N_AL_E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 301	33 248	-31 947
1.B.2.2.1.1	321100	_B_N_AL_E	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 301	33 248	-31 947
1.B.2.2.1.2	321200	_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2	321200	_B_N_AL_E	Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2	321200	_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	320000	_B_N_AL_E	Intérêts	9 473	38 687	-29 215
1.B.2.2.2.1	320000	_B_N_ST_E	À court terme	2 542	16 511	-13 969
1.B.2.2.2.2	320000	_B_N_LT_E	À long terme	6 931	22 176	-15 246
1.B.2.3	340000	_B_N_AL_E	Autres investissements	2 601	64 880	-62 279
1.B.2.3.1	340000	_B_N_AL_E	Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	340000	_B_N_AL_E	Intérêts	2 601	64 880	-62 279
1.B.2.3.2M	340000	_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	340000	_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	350000	_B_N_AL_E	Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	350000	_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	350000	_B_N_AL_E	Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	350000	_B_N_AL_E	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	132000	_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	5 793	125	5 668
1.B.3.1	132100	_B_N_AL_E	Taxes sur la production et importations	5 230	0	5 230
1.B.3.2	132200	_B_N_AL_E	Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	132300	_B_N_AL_E	Loyers	563	125	438
1.C	140000	B_AL_AL_E	<b>Revenu secondaire</b>	<b>1 084 868</b>	<b>163 937</b>	<b>920 931</b>
1.C.1	140000	B_GG_AL_E	Administrations publiques	52 140	9 612	42 528
1.C.1.1	141000	B_GG_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	2 248	0	2 248
1.C.1.1.1	14100z	B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	142000	B_GG_AL_E	Cotisations sociales	104	566	-462
1.C.1.2.1	14200z	B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.3	143000	B_GG_AL_E	Prestations Sociales (Débit)	0	1 302	-1 302
1.C.1.4	144000	B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	20 336	7 744	12 592
1.C.1.5	145000	B_GG_AL_E	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	29 452	0	29 452
1.C.1.5.1	14500z	B_GG_AL_E	Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	140000	B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 032 728	154 325	878 403

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.2.1	146000	B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	815 060	126 541	688 519
1.C.2.1.1	14600z	B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	815 060	126 541	688 519
1.C.2.2	147000	B_OS_AL_E	Autres transferts courants	217 668	27 784	189 884
1.C.2.0.1	141000	B_OS_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	126	0	126
1.C.2.0.2	142000	B_OS_AL_E	Cotisations sociales	239	4 500	-4 261
1.C.2.0.3	143000	B_OS_AL_E	Prestations sociales	1 757	638	1 119
1.C.2.0.4	148000	B_OS_AL_E	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 025	9 008	-7 983
1.C.2.0.5	149000	B_OS_AL_E	Indemnités d'assurance dommage	242	626	-384
1.C.2.0.6	144000	B_OS_AL_E	Coopération internationale courante	210	29	181
1.C.2.0.7	145000	B_OS_AL_E	Transferts courants divers	214 070	12 983	201 086
1.C.2.0.7.1	14500z	B_OS_AL_E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	14A000	B_OS_AL_E	Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	200000	B_AL_AL_E	<b>Compte de capital</b>	<b>185 104</b>	<b>3 580</b>	<b>181 524</b>
2.1	210000	B_AL_AL_E	Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0	1 488	-1 488
2.2	220000	B_AL_AL_E	Transferts de capital	185 104	2 092	183 012
2.2.1	220000	B_GG_AL_E	Administration publique	175 762	0	175 762
2.2.1.1	221000	B_GG_AL_E	Remises de dette	2 081	0	2 081
2.2.1.2	222000	B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	173 681	0	173 681
2.2.1.2.1	22200z	B_GG_AL_E	dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	220000	B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 342	2 092	7 250
2.2.2.1	221000	B_OS_AL_E	Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	222000	B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	9 342	2 092	7 250
2.2.2.2.1	22200z	B_OS_AL_E	dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	22000z	B_OS_AL_E	dont : entre ménages	0	0	0
4	19000	B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin ( ) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 488 245	4 072 200	-583 956
3	300000	N_AL_AL_E	<b>Compte financier</b>	<b>7 924</b>	<b>586 255</b>	<b>-578 330</b>
5	300000	N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin ( ) de financement (Compte financier)	7 924	586 255	-578 330
3.1	310000	N_AL_AL_E	Investissement direct	16 461	153 784	-137 323
3.1.1	311000	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	23 371	163 739	-140 368
3.1.1.1	311100	N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	16 047	140 182	-124 135
3.1.1.1.1	311110	N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	14 818	138 090	-123 272
3.1.1.1.2	311120	N_AL_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	611	-611
3.1.1.1.3	311130	N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	1 229	1 481	-252
3.1.1.1.3.1	311131	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	311132	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	311133	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	311000	N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéfices	7 324	23 557	-16 233
3.1.1.0.1	31100z	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	3110zz	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2	312000	N_AL_AL_E	Instruments de dette	-6 910	-9 955	3 045
3.1.2.1	312100	N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-7 010	-10 294	3 284
3.1.2.2	312200	N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	100	0	100
3.1.2.3	312300	N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	0	339	-339
3.1.2.3.1	312310	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	312320	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0	0	0
3.1.2.3.3	312330	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	31200z	N_AL_AL_E	Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	31201z	N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	31202z	N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	31203z	N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	31213z	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	31223z	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	31233z	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	320000	N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	37 068	17 546	19 522
3.2.1	321000	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	285	532	-247
3.2.1.1	321000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	321000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	321000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	285	101	184
3.2.1.4	321000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	431	-431
3.2.1.4.1	321000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	321000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	431	-431
3.2.1.0.1	321100	N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	321110	N_AL_AL_E	Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	321120	N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	321200	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	321200	N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéficiaires	0	0	0
3.2.1.0.2.2	32120z	N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	322000	N_AL_AL_E	Titres de créance	36 783	17 014	19 769
3.2.2.1	322000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	322000	N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	322000	N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	322000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	322000	N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	322000	N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0
3.2.2.2	322000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	34 633	20 590	14 043
3.2.2.2.1	322000	N_DT_ST_E	À court terme	8 154	25 171	-17 017
3.2.2.2.2	322000	N_DT_LT_E	À long terme	26 479	-4 581	31 060
3.2.2.3	322000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	2 322	-2 322
3.2.2.3.1	322000	N_GG_ST_E	À court terme	0	-24 580	24 580
3.2.2.3.2	322000	N_GG_LT_E	À long terme	0	26 902	-26 902
3.2.2.4	322000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	2 150	-5 898	8 048
3.2.2.4.0.1	322000	N_OS_ST_E	À court terme	5 172	-5 898	11 070
3.2.2.4.0.2	322000	N_OS_LT_E	À long terme	-3 022	0	-3 022
3.2.2.4.1	322000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-193	0	-193

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.1	322000	N_FC_ST_E	À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	322000	N_FC_LT_E	À long terme	-193	0	-193
3.2.2.4.2	322000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 343	-5 898	8 241
3.2.2.4.2.1	322000	N_NC_ST_E	À court terme	5 172	-5 898	11 070
3.2.2.4.2.2	322000	N_NC_LT_E	À long terme	-2 829	0	-2 829
3.3	330000	N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	330000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	330000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	330000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	330000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	330000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	330000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	330000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	331000	N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	331100	N_AL_AL_E	Options	0	0	0
3.3.0.1.2	331200	N_AL_AL_E	Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	332000	N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	340000	N_AL_AL_E	Autres investissements	-83 282	414 925	-498 207
3.4.1	341000	N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	342000	N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	-10 686	5 767	-16 453
3.4.2.1	342000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	-6 352	6 352
3.4.2.1.1	342000	N_CB_ST_E	À court terme	0	-6 352	6 352
3.4.2.1.2	342000	N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	342000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	342000	N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	342000	N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.2.2	342000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-8 130	12 119	-20 249
3.4.2.2.0.1	34200z	N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	342000	N_DT_ST_E	À court terme	-8 130	12 119	-20 249
3.4.2.2.2	342000	N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.2.3	342000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	1 446	0	1 446
3.4.2.3.1	342000	N_GG_ST_E	À court terme	1 446	0	1 446
3.4.2.3.2	342000	N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.2.4	342000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	-4 002	0	-4 002
3.4.2.4.0.1	342000	N_OS_ST_E	À court terme	-4 037	0	-4 037
3.4.2.4.0.2	342000	N_OS_LT_E	À long terme	35	0	35
3.4.2.4.1	342000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	342000	N_FC_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	342000	N_FC_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	342000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-4 002	402	-4 404
3.4.2.4.2.1	342000	N_NC_ST_E	À court terme	-4 037	0	-4 037
3.4.2.4.2.2	342000	N_NC_LT_E	À long terme	35	0	35
3.4.3	343000	N_AL_AL_E	Prêts	6 124	218 992	-212 869
3.4.3.1	343000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	-2 344	2 344
3.4.3.1.1	34300z	N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-2 651	2 651
3.4.3.1.2	343000	N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	343000	N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	0	307	-307
3.4.3.1.9	343000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	34300z	N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	343000	N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	343000	N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	343000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-8 257	-4 698	-3 559
3.4.3.2.1	343000	N_DT_ST_E	À court terme	-11 024	-681	-10 343
3.4.3.2.2	343000	N_DT_LT_E	À long terme	2 767	-4 017	6 784
3.4.3.3	343000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	206 288	-206 288
3.4.3.3.1	34300z	N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	343000	N_GG_ST_E	Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	343000	N_GG_LT_E	Autres à long terme	0	206 288	-206 288
3.4.3.4	343000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	14 381	19 746	-5 365
3.4.3.4.0.1	343000	N_OS_ST_E	À court terme	11 773	14 013	-2 240
3.4.3.4.0.2	343000	N_OS_LT_E	À long terme	2 608	5 733	-3 125
3.4.3.4.1	343000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	248	-823	1 071
3.4.3.4.1.1	343000	N_FC_ST_E	À court terme	0	-684	684
3.4.3.4.1.2	343000	N_FC_LT_E	À long terme	248	-139	387
3.4.3.4.2	343000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 133	20 569	-6 436
3.4.3.4.2.1	343000	N_NC_ST_E	À court terme	11 773	14 697	-2 924
3.4.3.4.2.2	343000	N_NC_LT_E	À long terme	2 360	5 872	-3 512
3.4.4	344000	N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	0	0
3.4.4.1	344000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	344000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	344000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	344000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	344000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0
3.4.4.4.1	344000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.4.4.2	344000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	344100	N_AL_AL_E	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	344200	N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	344300	N_AL_AL_E	Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	344400	N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	344500	N_AL_AL_E	Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	344600	N_AL_AL_E	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	345000	N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	-84 438	127 543	-211 981
3.4.5.1	345000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	345000	N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	345000	N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	345000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	345000	N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	345000	N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.5.2	345000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	345000	N_DT_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	345000	N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.5.3	345000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	345000	N_GG_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	345000	N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.5.4	345000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	-84 438	127 543	-211 981
3.4.5.4.0.1	345000	N_OS_ST_E	À court terme	-29 829	52 172	-82 001

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.0.2	345000	N_OS_LT_E	À long terme	-54 609	75 371	-129 980
3.4.5.4.1	345000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	49	0	49
3.4.5.4.1.1	345000	N_FC_ST_E	À court terme	49	0	49
3.4.5.4.1.2	345000	N_FC_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	345000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-84 487	127 543	-212 030
3.4.5.4.2.1	345000	N_NC_ST_E	À court terme	-29 878	52 172	-82 050
3.4.5.4.2.2	345000	N_NC_LT_E	À long terme	-54 609	75 371	-129 980
3.4.6	346000	N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	5 718	62 623	-56 905
3.4.6.1	346000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	62 966	-62 966
3.4.6.1.1	346000	N_CB_ST_E	À court terme	0	62 966	-62 966
3.4.6.1.2	346000	N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	346000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	346000	N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	346000	N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.6.2	346000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-78	236	-314
3.4.6.2.1	346000	N_DT_ST_E	À court terme	-78	236	-314
3.4.6.2.2	346000	N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.6.3	346000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	346000	N_GG_ST_E	À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	346000	N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0
3.4.6.4	346000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	5 796	-579	6 375
3.4.6.4.0.1	346000	N_OS_ST_E	À court terme	4 411	-63	4 474
3.4.6.4.0.2	346000	N_OS_LT_E	À long terme	1 385	-516	1 901
3.4.6.4.1	346000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	672	19	653
3.4.6.4.1.1	346000	N_FC_ST_E	À court terme	-84	0	-84
3.4.6.4.1.2	346000	N_FC_LT_E	À long terme	756	19	737
3.4.6.4.2	346000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 124	-598	5 722
3.4.6.4.2.1	346000	N_NC_ST_E	À court terme	4 495	-63	4 558
3.4.6.4.2.2	346000	N_NC_LT_E	À long terme	629	-535	1 164
3.4.7	347000	N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	350000	N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	37 677	0	37 677
3.5.1	351000	N_AL_AL_E	Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	351100	N_AL_AL_E	Or métal	0	0	0
3.5.1.2	351200	N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	352000	N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-14	0	-14
3.5.3	353000	N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	-3 261	0	-3 261
3.5.4	354000	N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	40 952	0	40 952
3.5.4.1	354100	N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	40 952	0	40 952
3.5.4.1.1	354110	N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	923	0	923
3.5.4.1.2	354120	N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	40 030	0	40 030
3.5.4.2	354200	N_AL_AL_E	Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	354210	N_AL_AL_E	Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	354210	N_AL_ST_E	À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	354210	N_AL_LT_E	À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	354220	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	354300	N_AL_AL_E	Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	354400	N_AL_AL_E	Autres créances	0	0	0
6	400000	N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-3 480 320	-3 485 945	5 625
0.	0	0_N_N_N_E	Postes pour mémoire	0	0	0
0.0	0	0_N_N_N_E	Financement exceptionnel	0	0	0
1.	220000	B_AL_AL_E	Transferts courants et ou en capital	0	0	0
1.1.	221100	B_AL_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.2.	221200	B_AL_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.3.	22130z	B_AL_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.1	221000	B_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.0.1.1	221100	B_CB_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.0.1.2	221200	B_CB_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.1.3	22130z	B_CB_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications	0	0	0
		FMI				
1.0.2	221000	B_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
1.0.2.1	221100	B_MA_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.0.2.2	221200	B_MA_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.2.3	22130z	B_MA_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications	0	0	0
		FMI				
1.0.3	221000	B_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
1.0.3.1	221100	B_DT_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.0.3.2	221200	B_DT_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.3.3	22130z	B_DT_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications	0	0	0
		FMI				
1.0.4	221000	B_GG_AL_E	Administration publique	0	0	0
1.0.4.1	221100	B_GG_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.0.4.2	221200	B_GG_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.4.3	22130z	B_GG_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications	0	0	0
		FMI				
1.0.5	221000	B_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0
1.0.5.1	221100	B_OS_AL_E	Remises de dettes	0	0	0
1.0.5.2	221200	B_OS_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.5.3	22130z	B_OS_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications	0	0	0
		FMI				
2.	310000	N_AL_AL_E	Investissements directs	0	0	0
2.1.	311100	N_AL_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.2.	311200	N_AL_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
2.0.1	311000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
2.0.1.1.	311100	N_CB_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.1.2.	311200	N_CB_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
2.0.2	311000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
2.0.2.1.	311100	N_MA_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.2.2.	311200	N_MA_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
2.0.3	311000	N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
2.0.3.1.	311100	N_DT_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.3.2.	311200	N_DT_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
2.0.4	311000	N_GG_AL_E	Administration publique	0	0	0
2.0.4.1.	311100	N_GG_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.4.2.	311200	N_GG_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
2.0.5	311000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0
2.0.5.1.	311100	N_OS_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.0.5.2.	311200	N_OS_AL_E	Instruments de dette	0	0	0
3.	320000	N_GG_AL_E	Investissement de portefeuille	0	0	0
3.1.	321000	C_GG_AL_E	Prises de participations liées à une réduction de la dette	0	0	0
4.	340000	N_GG_AL_E	Autres investissements	0	0	0
4.1.	341100	N_AL_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.2.	341200	N_AL_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.1	341000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0
4.0.1.1	341100	N_CB_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
4.0.1.2	341200	N_CB_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.2.	341000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
4.0.2.1	341100	N_MA_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.2.2	341200	N_MA_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.3.	341000	N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
4.0.3.1	341100	N_DT_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.3.2	341200	N_DT_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.4.	341000	N_GG_AL_E	Administration publique	0	0	0
4.0.4.1	341100	N_GG_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.4.2	341200	N_GG_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
4.0.5.	341000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0
4.0.5.1	341100	N_OS_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0	0	0
4.0.5.2	341200	N_OS_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0	0	0
5.	343000	N_GG_AL_E	Arriérés	0	0	0
5.1.	343000	N_GG_AL_E	Accumulation d'arriérés	0	0	0
5.1.1	343000	N_GG_AL_E	Principal sur la dette à court terme	0	0	0
5.1.2	343000	N_GG_AL_E	Principal sur la dette à long terme	0	0	0
5.1.3	343000	N_GG_AL_E	Intérêts initiaux	0	0	0
5.1.4	343000	N_GG_AL_E	Intérêts de pénalisation	0	0	0
5.2.	343000	N_GG_AL_E	Remboursement d'arriérées	0	0	0
5.2.1	343000	N_GG_AL_E	Principal	0	0	0
5.2.2	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0	0	0
5.3.	343000	N_GG_AL_E	Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
5.3.1	343000	N_GG_AL_E	Principal	0	0	0
5.3.2	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0	0	0
5.4.	343000	N_GG_AL_E	Annulation d'arriérés	0	0	0
5.4.1.	343000	N_GG_AL_E	Principal	0	0	0
5.4.2.	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0	0	0

PEG : PEGR - Position Extérieure Globale Résumée

Nature : Balance Avec Ajustement

Fréquence : Annuelle

Année : 2013

Page: Position extérieure globale résumée

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure global nette	2 519 505	-4 033	2 516 072	600	5 998 133	-13 595	6 547 236	562 698
310000_4_N_AL_AL_E	Investissement direct	175 489	0	184 626	9 137	1 114 136	0	1 244 363	130 227
311000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	178 930	0	194 977	16 047	1 030 376	0	1 170 558	140 182
311100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	178 930	0	194 977	16 047	1 030 376	0	1 170 558	140 182
311110_4_N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	170 978	0	185 796	14 818	1 023 956	0	1 162 046	138 090
311120_4_N_AL_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	3 587	0	3 587	0	1 184	0	1 795	611
311130_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	4 365	0	5 594	1 229	5 236	0	6 717	1 481
312000_4_N_AL_AL_E	Instrument de dette	-3 441	0	-10 351	-6 910	83 760	0	73 805	-9 955
312100_4_N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-13 400	0	-20 410	-7 010	83 405	0	73 111	-10 294
312200_4_N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	100	100	-570	0	-570	0
312300_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	9 959	0	9 959	0	925	0	1 264	339
320000_4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	180 059	0	217 127	37 068	880 816	-4 606	893 756	17 546
321000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	6 184	0	6 469	285	29 405	0	29 937	532
321000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
321000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
321000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2 909	0	3 194	285	5 418	0	5 519	101
321000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	3 275	0	3 275	0	23 987	0	24 418	431

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
321000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	3 190	0	3 190	0	6 547	0	6 547	0
321000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	85	0	85	0	17 440	0	17 871	431
322000_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	173 875	0	210 658	36 783	851 411	-4 606	863 819	17 014
322000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
322000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	151 235	0	185 868	34 633	22 086	0	42 676	20 590
322000_4_N_DT_ST_E	À court terme	-13 396	0	-5 242	8 154	21 104	0	46 275	25 171
322000_4_N_DT_LT_E	À long terme	164 631	0	191 110	26 479	982	0	-3 599	-4 581
322000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	689 927	-4 606	687 643	2 322
322000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0	0	0	0	182 726	0	158 146	-24 580
322000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0	0	507 201	-4 606	529 497	26 902
322000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	22 640	0	24 790	2 150	139 398	0	133 500	-5 898
322000_4_N_OS_ST_E	À court terme	28 179	0	33 351	5 172	20 831	0	14 933	-5 898
322000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-5 539	0	-8 561	-3 022	118 567	0	118 567	0
322000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-28 287	0	-28 480	-193	2 224	0	2 224	0
322000_4_N_FC_ST_E	À court terme	18	0	18	0	1 812	0	1 812	0
322000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-28 305	0	-28 498	-193	412	0	412	0
322000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 927	0	53 270	2 343	137 174	0	131 276	-5 898
322000_4_N_NC_ST_E	À court terme	28 161	0	33 333	5 172	19 019	0	13 121	-5 898

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
322000_4_N_NC_LT_E	À long terme	22 766	0	19 937	-2 829	118 155	0	118 155	0
330000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0	0	0	0	0	0	0	0
330000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
340000_4_N_AL_AL_E	Autres investissements	1 129 765	0	1 046 482	-83 282	4 003 181	-8 989	4 409 117	414 925
341000_4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	260 338	0	249 652	-10 686	410 294	0	416 061	5 767
342000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	33 849	0	27 497	-6 352
342000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0	0	33 849	0	27 497	-6 352
342000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	201 060	0	192 930	-8 130	376 446	0	388 565	12 119
34200z_4_N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_DT_ST_E	À court terme	201 060	0	192 930	-8 130	376 446	0	388 565	12 119
342000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	12 582	0	14 028	1 446	0	0	0	0
342000_4_N_GG_ST_E	À court terme	12 582	0	14 028	1 446	0	0	0	0
342000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
342000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	46 696	0	42 694	-4 002	0	0	0	0

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
342000_4_N_OS_ST_E	À court terme	14 151	0	10 114	-4 037	0	0	0	0
342000_4_N_OS_LT_E	À long terme	32 545	0	32 580	35	0	0	0	0
342000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	20 394	0	20 394	0	0	0	0	0
342000_4_N_FC_ST_E	À court terme	8 072	0	8 072	0	0	0	0	0
342000_4_N_FC_LT_E	À long terme	12 322	0	12 322	0	0	0	0	0
342000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	26 302	0	22 300	-4 002	306	0	708	402
342000_4_N_NC_ST_E	À court terme	6 079	0	2 042	-4 037	0	0	0	0
342000_4_N_NC_LT_E	À long terme	20 223	0	20 258	35	0	0	0	0
343000_4_N_AL_AL_E	Prêts	88 703	0	94 827	6 124	2 463 514	-4 063	2 678 444	218 992
343000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	102 244	-4 063	95 838	-2 344
34300z_4_N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	101 547	-4 116	94 781	-2 651
343000_4_N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	0	0	0	0	697	53	1 057	307
343000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
34300z_4_N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	95 006	0	86 749	-8 257	145 077	0	140 379	-4 698
343000_4_N_DT_ST_E	À court terme	60 697	0	49 673	-11 024	1 265	0	584	-681
343000_4_N_DT_LT_E	À long terme	34 309	0	37 076	2 767	143 812	0	139 795	-4 017
343000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	1 728 743	0	1 935 030	206 288
34300z_4_N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_GG_ST_E	Autres à court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
343000_4_N_GG_LT_E	Autres à long terme	0	0	0	0	1 728 743	0	1 935 030	206 288
343000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-6 303	0	8 078	14 381	487 450	0	507 196	19 746
343000_4_N_OS_ST_E	À court terme	31 010	0	42 783	11 773	62 489	0	76 502	14 013
343000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-37 313	0	-34 705	2 608	424 961	0	430 694	5 733
343000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-39 736	0	-39 488	248	2 261	0	1 438	-823
343000_4_N_FC_ST_E	À court terme	12	0	12	0	0	0	-684	-684
343000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-39 748	0	-39 500	248	2 261	0	2 122	-139

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
343000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33 433	0	47 566	14 133	485 189	0	505 758	20 569
343000_4_N_NC_ST_E	À court terme	30 998	0	42 771	11 773	62 489	0	77 186	14 697
343000_4_N_NC_LT_E	À long terme	2 435	0	4 795	2 360	422 700	0	428 572	5 872
344000_4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	603	0	603	0	0	0	0	0
344000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
344000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
344000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
344000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
344000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	603	0	603	0	0	0	0	0
344000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	603	0	603	0	0	0	0	0
344000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	636 379	0	551 941	-84 438	819 576	0	947 119	127 543
345000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_DT_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
345000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	636 379	0	551 941	-84 438	819 576	0	947 119	127 543
345000_4_N_OS_ST_E	À court terme	257 238	0	227 409	-29 829	193 738	0	245 910	52 172
345000_4_N_OS_LT_E	À long terme	379 141	0	324 532	-54 609	625 838	0	701 209	75 371
345000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 232	0	1 281	49	0	0	0	0
345000_4_N_FC_ST_E	À court terme	0	0	49	49	0	0	0	0

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
345000_4_N_FC_LT_E	À long terme	1 232	0	1 232	0	0	0	0	0
345000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	635 147	0	550 660	-84 487	819 576	0	947 119	127 543
345000_4_N_NC_ST_E	À court terme	257 238	0	227 360	-29 878	193 738	0	245 910	52 172
345000_4_N_NC_LT_E	À long terme	377 909	0	323 300	-54 609	625 838	0	701 209	75 371
346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	143 742	0	149 459	5 718	191 415	0	254 038	62 623
346000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0	0	0	0	4 883	0	67 849	62 966
346000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0	0	0	0	4 883	0	67 849	62 966
346000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	11 273	0	11 195	-78	579	0	815	236
346000_4_N_DT_ST_E	À court terme	11 273	0	11 195	-78	579	0	815	236
346000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	1 051	0	1 051	0	0	0	0	0
346000_4_N_GG_ST_E	À court terme	1 051	0	1 051	0	0	0	0	0
346000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
346000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	131 418	0	137 213	5 796	185 953	0	185 374	-579
346000_4_N_OS_ST_E	À court terme	46 634	0	51 045	4 411	72 646	0	72 583	-63
346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	84 783	0	86 168	1 385	113 307	0	112 791	-516
346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-1	0	671	672	0	0	19	19
346000_4_N_FC_ST_E	À court terme	-1	0	-85	-84	0	0	0	0
346000_4_N_FC_LT_E	À long terme	0	0	756	756	0	0	19	19
346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	131 418	0	136 542	5 124	185 953	0	185 355	-598
346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	46 635	0	51 130	4 495	72 646	0	72 583	-63
346000_4_N_NC_LT_E	À long terme	84 784	0	85 413	629	113 307	0	112 772	-535
347000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	118 382	-4 926	113 455	0
350000_4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	1 034 192	-4 033	1 067 836	37 677	0	0	0	0
351000_4_N_AL_AL_E	Or monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0

Code	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
351100_4_N_AL_AL_E	Or métal	0	0	0	0	0	0	0	0
351200_4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
352000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	99 552	-4 142	95 395	-15	0	0	0	0
353000_4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	639	109	-2 513	-3 261	0	0	0	0
354000_4_N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	934 001	0	974 953	40 952	0	0	0	0
354100_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	934 001	0	974 953	40 952	0	0	0	0
354110_4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	1 204	0	2 127	923	0	0	0	0
354120_4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	932 797	0	972 827	40 030	0	0	0	0
354200_4_N_AL_AL_E	Titres	0	0	0	0	0	0	0	0
354210_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
354210_4_N_AL_ST_E	À court terme	0	0	0	0	0	0	0	0
354210_4_N_AL_LT_E	À long terme	0	0	0	0	0	0	0	0
354220_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0	0	0	0	0	0
354300_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
354400_4_N_AL_AL_E	Autres créances	0	0	0	0	0	0	0	0



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)